

LA PRESSE AFFAIRES

BANK
OF AMERICA
35 000 MISES À PIED

PAGE 10

AVIATION D'AFFAIRES
CHOISIR LE TEMPS OU L'ARGENT?

PAGE 7

 **S&P TSX**
8391,90
-242,10 (-2,80%)

 **S&P 500**
873,59
-25,65 (-2,85%)

 **DOW JONES**
8565,09
-196,33 (-2,24%)

 **PÉTROLE**
47,98 \$US
+4,46 \$US (+10,25%)

 **DOLLAR**
81,06 ¢US
+1,67 ¢

ÉCHEC DU RACHAT DE BCE

BCE Bell

Régime de pension Teachers'
5650 Yonge Street
Toronto, Ontario M2M 4H5

Votre facture

Frais inscription	0\$
Mois de négociations	18
Frais de connexion	0\$
Frais de rupture	1 200 000 000\$
Montant dû	1 200 000 000\$

BATAILLE JURIDIQUE À L'HORIZON

Une question de décence

La chronique de Sophie Cousineau

PAGES 2 ET 3

PLAN D'AFFAIRES SUR LA CORDE RAIDE

De BCE à Yogi Berra

La chronique de Michel Girard

PAGES 4 ET 5

Pour nous joindre, voir en page 2

BCE Bell

Numéro de compte
1Date de facturation
Décembre 2008Montant dû
1 200 000 000\$

Montant versé

UNE FACTURE SALÉE

LE CONSORTIUM PILOTÉ PAR TEACHERS' A PRIS SA DÉCISION: LE RACHAT DE BCE N'AURA PAS LIEU. LA SOCIÉTÉ DE TÉLÉCOMMUNICATIONS N'ENTEND TOUTEFOIS PAS DEMEURER BREDOUILLE. ELLE RÉCLAME DES FRAIS DE RUPTURE. UNE FACTURE DE 1,2 MILLIARD QUI ANNONCE UN AUTRE BRAS DE FER JURIDIQUE.

321654987654655665489045404546545508998709808798065464021321035008065464021

Le marché du logement
en bonne santé au Québec

FRANCIS VAILLES

Malgré le contexte économique difficile, le nombre de logements à louer a reculé au Québec en 2008, signe d'un marché immobilier encore en santé.

Globalement, le taux d'inoccupation s'est fixé à 2,2 %, en baisse de 0,4 point de pourcentage par rapport à l'an dernier. Il s'agit de

la première baisse du taux d'inoccupation depuis 2001.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) réalise une enquête exhaustive du marché locatif en octobre de chaque année. L'enquête porte sur les immeubles locatifs privés de trois logements ou plus. Les résidences pour personnes âgées ne sont pas prises en compte dans ce calcul.

Dans la région métropolitaine de Montréal, 448 848 logements de ce type ont été recensés en octobre et seulement 10 888 étaient libres, pour un taux d'inoccupation de 2,4 %, en baisse de 0,5 point de pourcentage par rapport à l'an dernier. Montréal compte les deux tiers des logements locatifs au Québec.

Essentiellement, trois raisons

expliquent ce recul, dit Kevin Hughes, économiste principal à la SCHL. D'abord, les jeunes ont été nombreux à se trouver un emploi au cours de la dernière année au Québec, ce qui favorise la formation de ménages. Or, qui dit nouveaux ménages dit besoins de logements, souvent locatifs.

• Voir **LOGEMENT** en page 6CONFLIT CHEZ
PETRO-CANADAESPOIR À
MONTREAL

PAGE 8

RIO TINTO

IRONORE
ET DIAVIK
POURRAIENT
ÊTRE VENDUS

PAGE 10

TOUS LES MANTEAUX
EN LAINE
SANS TAXES

PARTOUT AU QUÉBEC 1 888 858-5258 ERNEST.CA

ERNEST

UN PARCOURS SEMÉ D'EMBÛCHES

Décembre 2006 BCE abandonne le projet de transformer Bell Canada en fiducie de revenu.	Février 2007 BCE ne donne pas suite aux offres d'achat menées respectivement par Teachers' et par le Régime des pensions du Canada (RPC).	Avril 2007 BCE fait volte-face et annonce qu'elle « examine les possibilités stratégiques qui s'offrent à elle en vue d'améliorer davantage la valeur offerte aux actionnaires ». L'action vaut près de 40\$, soit une hausse de 25 % en moins d'un mois.	Juin 2007 Trois groupes présentent des offres formelles à BCE : Cerberus, un consortium mené par le RPC et le groupe Teachers'.	30 juin 2007 Avec une offre de 42,75 \$ par action, Teachers' remporte les enchères. Septembre 2007 Les actionnaires se prononcent en faveur de l'offre d'achat dans une proportion de 97%.	Août 2007 Les turbulences liées à la crise du crédit font glisser l'action de BCE à environ 38 \$.
--	---	---	---	--	--

LES EMPLOYÉS DANS L'EXPECTATIVE

MAXIME BERGERON

La direction de Bell Canada semblait tellement persuadée de voir la transaction se conclure avec Teachers' qu'elle a arrêté il y a deux semaines de faire des prélèvements automatiques sur les paies de ses employés qui participaient à l'actionnariat de l'entreprise, a appris La Presse Affaires.

Comme tous les autres actionnaires, ces travailleurs devaient recevoir 42,75 \$ par action après le retrait de BCE des marchés boursiers.

« Depuis l'annonce de KPMG (le 26 novembre), c'est sûr qu'il y avait des doutes, mais la semaine précédant ça, on avait reçu un courriel disant qu'on allait recevoir nos chèques la semaine du 11 décembre », affirme Francine Charron, commis chez Bell et déléguée syndicale en chef au SCEP.

« Certains employés ont déjà dépensé l'argent! poursuit-elle. Les gens étaient sûrs d'avoir cet argent-là. »

Un technicien employé de Bell depuis 30 ans, qui a préféré garder l'anonymat, a de son côté acheté pour plus de 24 000 \$ d'actions de l'entreprise il y a trois mois après un discours encourageant de ses patrons. « On s'est fait rassurer par George Cope et la direction de Teachers' que tout cela allait bon train. J'ai cassé mon cochon pour acheter des actions. Disons que la pilule est amère aujourd'hui... »

Les employés ne savent pas ce qu'il adviendra du programme de participation à l'actionnariat auquel ils souscrivaient jusqu'à tout récemment. Pour chaque 3 \$ investi, BCE ajoutait 1 \$, ont-ils indiqué. Un incitatif de taille pour plusieurs.

« On est en train de regarder comment réagir à ça, on veut ravoir cet avantage-là », dit Francine Charron.

Le porte-parole de BCE a refusé de commenter sur les « communications internes » du groupe, hier.

Un pilote dans l'avion ?

Les employés semblent entretenir des sentiments ambivalents à la suite de l'échec du rachat de leur entreprise pour 52 milliards par des fonds d'investissement privés. Ils auraient certes aimé obtenir 42,75 \$ par action, mais plusieurs s'inquiétaient aussi de la façon dont BCE aurait été gérée après son retrait de la Bourse.

Maintenant que la transaction est morte et enterrée, après plus de 17 mois de rebondissements, plusieurs espèrent voir Bell reprendre son rythme de croisière.

« Ça fait un an et demi qu'on cherche un pilote dans l'avion, tout flotte, dit un employé. Il y a de drôles de décisions qui se prennent, elles sont toutes à très court terme. »

Les coupes massives de 2500 cadres effectuées après l'entrée en poste du nouveau PDG George Cope l'été dernier ont ajouté à l'incertitude ambiante, indique un cadre. « Ça paralysait un peu les décisions. Tout le monde avait peur à cause de la privatisation. Tout le monde voulait être bien positionné et bien paraître avant le changement de contrôle. »

Le moral des employés « n'est pas très bon », conclut-il.

AVORTEMENT DE LA TRANSACTION TEACHERS'-BCE

BATAILLE JURIDIQUE À L'HORIZON

MAXIME BERGERON

L'échec du rachat de BCE par Teachers' et ses partenaires ne signifie pas la fin de ce feuilleton qui s'étire depuis plus de 17 mois. Loin de là.

Un bras de fer juridique se dessine dans ce dossier, alors que BCE « exigera » le paiement d'une indemnité de rupture de 1,2 milliard de dollars de la part de Teachers' et de ses partenaires américains. Ceux-ci estiment au contraire ne pas avoir un cent à payer puisqu'une des conditions de la transaction de 52 milliards – un test de solvabilité – n'a pas été remplie.

« Il est très malheureux que BCE nous menace d'un litige au sujet de l'échec d'une condition de clôture qu'elle a elle-même insisté pour inclure dans l'entente originale d'acquisition, a indiqué Teachers' dans une déclaration écrite. Dans ces circonstances, il est très clair qu'aucune des deux parties n'a droit à une indemnité de rupture. »

BCE a divulgué il y a deux semaines avoir échoué à un test de solvabilité réalisé par KPMG, ce qui avait fait chuter de 34 % son titre à la Bourse de Toronto. Dès lors, la plupart des analystes avaient déclaré la transaction cliniquement morte. La date limite de clôture a été atteinte hier, détruisant les derniers espoirs qui auraient pu subsister.

BCE n'a pas indiqué de manière formelle son intention

de poursuivre le consortium d'acheteurs. Mais l'entreprise s'est donnée un outil en obtenant un avis de la firme comptable PricewaterhouseCoopers sur sa solvabilité, lundi dernier. Un avis qu'elle pourrait opposer à celui de KPMG devant un tribunal pour tenter d'obtenir un dédommagement, estiment des analystes.

« Si BCE croit avoir une cause assez solide pour poursuivre Teachers' et gagner en Cour, alors c'est une possibilité qu'elle obtienne l'indemnité, en tout ou en partie », a avancé Troy Crandall, expert en télécoms chez MacDougall, MacDougall & MacTier.

Le tribunal pourrait aussi juger la cause irrecevable et refuser de lancer un procès, ajoute M. Crandall. « Je suis sûr que BCE est déjà en négociations avec Teachers'. La première étape, c'est toujours de tenter d'en arriver à un accord mutuel. »

Avis prématuré ?

George Cope, grand patron de BCE depuis juillet dernier, devrait en dévoiler un peu sur sa stratégie aujourd'hui.

Tout ce qu'on sait des arguments de BCE pour l'instant, c'est qu'elle estime que l'avis de résiliation de la transaction lui a été livré « prématurément ». Teachers' et ses partenaires ont envoyé le document mercredi soir, quelques heures avant la date limite de clôture d'hier. BCE considère donc l'avis « invalide » et estime avoir droit à l'indemnité de rupture de 1,2 milliard prévue au contrat.

« Étant donné ces circonstances, nous ne serions pas surpris de voir cela se diriger vers un litige », a remarqué l'analyste Jeffrey Fan, d'UBS, dans un rapport.

De leur côté, les actionnaires pourraient décider de lancer un recours collectif contre Teachers', ses partenaires, et même contre BCE pour obtenir un dédommagement. Ils avaient approuvé à 97 % la vente de BCE, attirés par la généreuse offre de 42,75 \$ l'action, nettement au-dessus du cours moyen de 25 \$ à 30 \$ des années précédentes. Les employés de Bell, qui détiennent pour la plupart des titres, pourraient être du lot.

« On va suivre ça de proche, car s'il y a des recours, on imagine que tout notre monde va rentrer là-dedans », a indiqué Michel Ouimet, vice-président à la direction du SCEP-Québec, qui représente 20 000 travailleurs de Bell.

Greg MacDonald, analyste à la Financière Banque Nationale, doute toutefois que les procédures judiciaires – si elles sont déclenchées – produisent un résultat. Selon lui, l'entente signée au départ entre BCE et Teachers' était claire quant à l'importance de l'avis de solvabilité livré par KPMG. La possibilité d'un procès « est plus du bruit qu'un risque réel », a-t-il écrit.

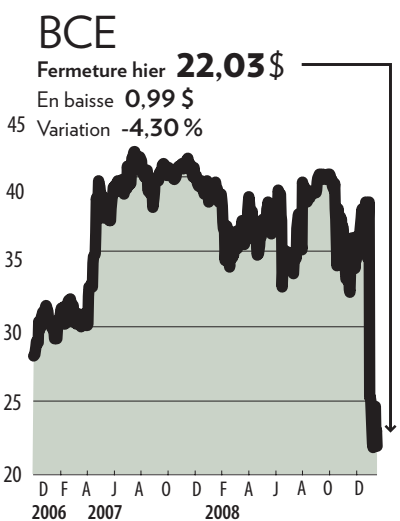
Longue saga

La vente du fleuron canadien des télécommunications défraie les manchettes depuis deux ans déjà et se lit comme un véritable feuilleton. Avant d'accepter l'offre de Teachers' et ses partenaires (Madison Dearborn, Providence Equity Partners et Merrill Lynch) en juin 2007, BCE avait tenté de se transformer en fiducie de revenu, puis a été l'objet d'intenses rumeurs d'une fusion avec Telus.

Une fois leur entente conclue, BCE et ses acquéreurs avaient dû convaincre les actionnaires, les gouvernements et les autorités de la concurrence du bien-fondé de la transaction. Ils ont ensuite traversé une longue bataille juridique avec les détenteurs d'obligations, gagnée à minuit moins une en Cour suprême.

L'avortement de la transaction – le plus gros rachat par endettement de l'histoire canadienne – apparaît assez ironique à l'analyste Troy Crandall. « C'est comme le héros qui réussit à combattre tous les ennemis pour finalement mourir en trébuchant. »

Iain Grant, expert en télécoms au SeaBoard Group, estime néanmoins que l'échec du rachat est tout à fait positif, surtout que l'entreprise ne sera pas enchaînée par une lourde dette de plus de 32 milliards. « C'est une bonne nouvelle pour l'industrie, pour Bell et pour ses employés, et probablement une mauvaise nouvelle pour les concurrents de Bell. »



La vente du fleuron canadien des télécommunications défraie les manchettes depuis deux ans déjà et se lit comme un véritable feuilleton.

PHOTO REUTERS

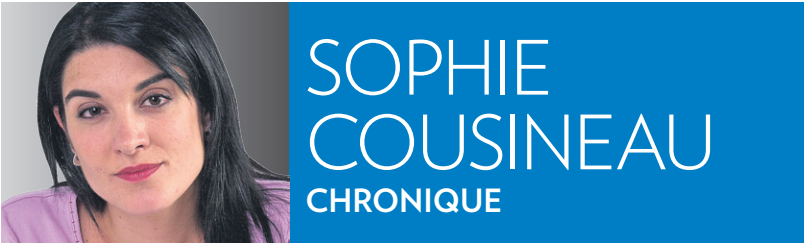
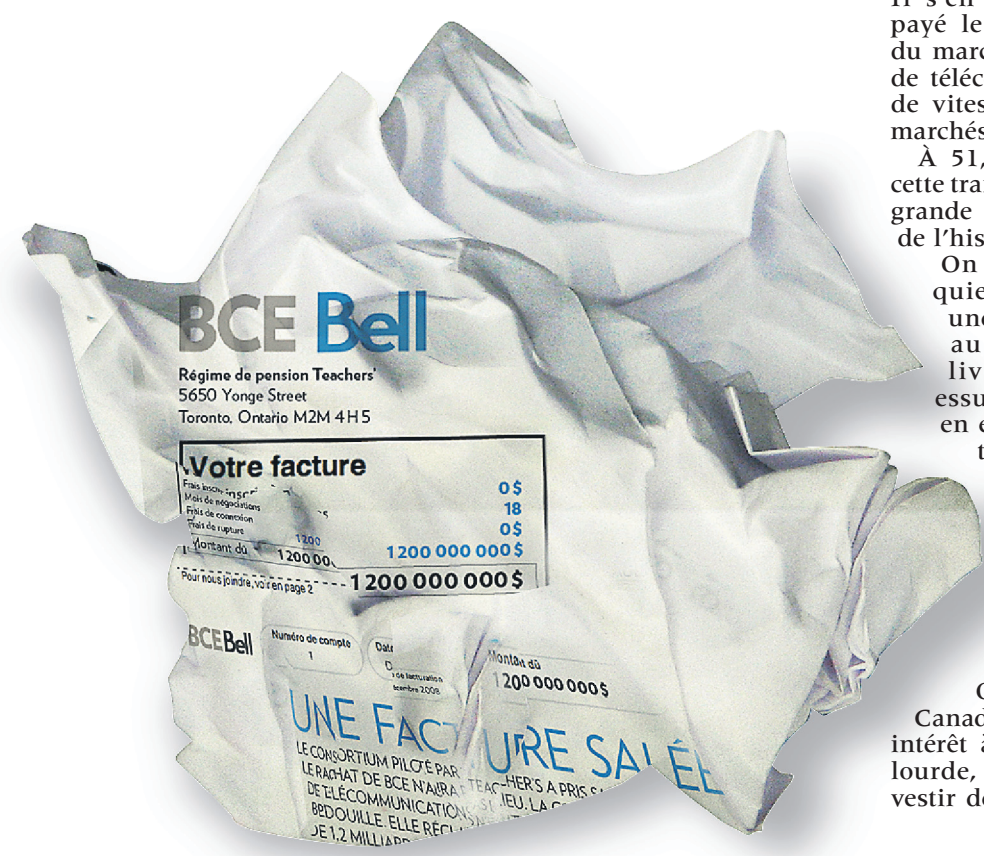


LA PRESSE MONTRÉAL VENDREDI 12 DÉCEMBRE 2008						LA PRESSE AFFAIRES	
UNE FACTURE SALÉE							
Janvier 2008 Les porteurs de débetures de BCE soutiennent que la vente mine la valeur de leurs titres et poursuivent l'entreprise.	Mars 2008 La Cour supérieure rejette les arguments des porteurs de débetures. Ils interjettent appel.	Avril 2008 Le titre de BCE chute en Bourse après des rumeurs voulant que le prix offert par Teachers' soit revu à la baisse.	Mai 2008 La Cour d'appel du Québec donne raison aux porteurs de débetures. L'action replonge.	Juin 2008 La Cour suprême casse la décision de la Cour d'appel.  PHOTO PC	Novembre 2008 La firme KPMG rend un avis selon lequel BCE échouerait à un test de solvabilité après son rachat par Teachers'. Il s'agissait d'une condition essentielle à la vente. Le titre s'écroule et des analystes annoncent la mort de la transaction. — La Presse		

Une question de décence

« Il est très malheureux que BCE nous menace d'un litige au sujet de l'échec d'une condition de clôture qu'elle a elle-même insisté pour inclure dans l'entente originale d'acquisition. Dans ces circonstances, il est très clair qu'aucune des deux parties n'a droit à une indemnité de rupture. »

DÉCLARATION ÉCRITE DE TEACHERS'



On comprend que ceux qui se félicitaient d'avoir mis la main sur BCE fin juin 2007, invoquaient tout un chapelet de saints pour que la transaction avorte par miracle.

On comprend que ce consortium d'acheteurs, piloté par la caisse de retraite des enseignants de l'Ontario, Teachers', rêvait de prendre la poudre d'escampette. Il s'en voulait à mort d'avoir payé le gros prix, au sommet du marché, pour une entreprise de télécommunications en perte de vitesse sur plusieurs de ses marchés.

À 51,7 milliards de dollars, cette transaction aurait été la plus grande acquisition par emprunt de l'histoire du Canada.

On comprend que les banquiers qui devaient prêter une trentaine de milliards aux acquéreurs étaient livides de peur. Soit ils essayaient de lourdes pertes en essayant de revendre les titres d'emprunt dans l'un des pires marchés depuis les années 30, soit ils restaient pris avec cette montagne de dettes en attendant des jours meilleurs.

On comprend que Bell Canada elle-même n'avait pas intérêt à porter une dette aussi lourde, alors qu'elle doit réinvestir de toute urgence dans ses

réseaux de télécommunications pour demeurer concurrentielle.

On comprend tout cela.

Mais que Teachers' et compagnie se sauvent après 18 mois en ne payant pas les frais de résiliation associés à cette transaction, c'est drôlement inélégant.

Il est vrai que la somme en jeu est considérable: 1,2 milliard de dollars, cela ferait mal à un gestionnaire de fonds même dans une bonne année en Bourse.

À l'évidence, Teachers' et ses partenaires calculent qu'ils ont des chances de l'emporter devant les tribunaux. Le test de solvabilité que BCE a échoué, selon la firme d'experts comptables que Teachers' a retenue, était bel et bien une condition à la conclusion de la transaction. Et les données transmises aux comptables de KPMG venaient de BCE!

Mais en se réfugiant derrière son contrat pour ne pas payer ces frais de résiliation, Teachers' se conduit de façon grossière.

Vous allez sans doute penser que je suis naïve de faire intervenir la morale dans un monde des affaires où tout est régi par le droit et par de sacro-saints contrats. Mais je crois que, dans les circonstances, cela aurait été la chose honorable à faire.

Car la transaction d'achat de BCE était à toutes fins utiles consommée. Teachers' et ses partenaires avaient déjà pris possession de l'entreprise.

En se réfugiant derrière son contrat pour ne pas payer ces frais de résiliation, Teachers' se conduit de façon grossière.



PHOTO ARCHIVE LA PRESSE

Voilà plus d'un an que George Cope a succédé à Michael Sabia comme grand patron de BCE

Voilà plus d'un an qu'ils ont désigné George Cope pour succéder à Michael Sabia comme grand patron. George Cope a pris les commandes de l'entreprise à la mi-juillet. Avec son équipe, il a mis en œuvre un nouveau plan d'affaires.

En vertu de ce fameux plan des 100 jours, Bell Canada a élagué l'entreprise, licencié du personnel et changé son image. La société de télécoms s'est aussi engagée à investir plusieurs centaines de millions de dollars dans un réseau sans fil de dernière génération, afin que Bell Canada ne soit plus confinée au standard CDMA. Celui-ci perd du terrain à travers le monde de la même façon que le Betamax a perdu la bataille de la cassette vidéo.

Ce coup de barre chez Bell Canada était attendu depuis longtemps, mais là n'est pas la question. Le feuilleton du rachat par Teachers' aura duré près de 18 mois. Et il aura été une distraction immense pour l'entreprise.

Pendant que les câblodistributeurs grugeaient des parts de marché, BCE était en train de défendre cette acquisition par emprunt jusqu'en Cour suprême du Canada.

D'un point de vue intellectuel, l'exercice était certes stimulant. Cette cause a fait évoluer le droit des affaires au Canada et éclaircira les obligations des administrateurs lorsqu'une entreprise fait l'objet d'une transaction de vente. Mais bon, Bell Canada avait d'autres chats à fouetter.

Alors que Bell Canada reprend du poil de la bête, il faudrait encore que l'entreprise gaspille son argent et son énergie pour récupérer ces frais de résiliation?

Même en payant 1,2 milliard de dollars, Teachers' et compagnie s'en tirent à bon compte. Et puis, Teachers' profiterait un tout petit peu de ce paiement, puisque la caisse ontarienne reste l'investisseur le plus important de BCE, avec 51 millions d'actions, selon sa dernière déclaration.

Les actionnaires de BCE ont largement fait les frais de ce flirt, alors que le titre de l'entreprise montréalaise ne vaut plus que 22 dollars et des poussières, presque moitié moins que l'offre de 42,75 \$ par action. Même si BCE se remet à payer des dividendes, même si BCE rachète une partie de ses actions, les actionnaires seront loin du compte. En outre, il est fort peu probable que ces actionnaires récupèrent les deux paiements de dividendes qui ont été suspendus.

Que le consortium des acquéreurs paie les frais de résiliation et permette à BCE de tourner la page sur cette longue mésaventure, c'est une question de décence.

COURRIEL :

Pour joindre notre chroniqueuse: sophie.cousineau@lapresse.ca

BCE EN UN COUP D'ŒIL

Activités plus grande entreprise de télécommunications au Canada, société mère de Bell Canada	Chiffre d'affaires 17,8 milliards (12 mois se terminant le 30 septembre 2008)	Bénéfice net 3,3 milliards (12 mois se terminant le 30 septembre 2008, incluant un bénéfice exceptionnel lié à la vente de Telesat)	Teachers' et associés 34,5 milliards (42,75 \$ par action)	Valeur totale de la transaction avortée 51,7 milliards (dette incluse)
Siège social Montréal	Effectifs 54 000 employés	Valeur boursière 20,34 milliards	Somme offerte par action par Teachers' 42,75 \$	Valeur du titre hier à la clôture 22,03 \$ (-4.30 %)

Source: Bloomberg

LE PLAN D'AFFAIRES

MARTIN VALLIÈRES

BCE doit-elle vite réconforter ses actionnaires frustrés de l'avortement d'une riche transaction ? Ou plutôt, rehausser la compétitivité de sa filiale Bell Canada en investissant massivement dans ses réseaux de télécoms ?

C'est le dilemme auquel est confrontée la haute direction de BCE, après l'échec confirmé du rachat concocté avec le fonds torontois Teachers' et ses associés américains.

«BCE doit vite préciser sa stratégie face aux nombreuses questions des investisseurs boursiers. Elle doit balancer ses investissements de croissance avec le désir de ses actionnaires d'encaisser des fonds», a résumé Troy Crandall, analyste chez MacDougall,

MacDougall & MacTier, à Montréal.

Pour le moment, tout indique que le conseil d'administration de BCE, souvent critiqué lors de cette saga avortée, tentera un autre exercice d'équilibriste. Elle commencera par ses actionnaires. BCE s'est empressée hier d'annoncer qu'elle réinstaurera le versement de dividende trimestriel dès janvier. Ce dividende avait été suspendu en juillet dernier lors d'amendements à l'entente de transaction avec Teachers', à la demande de ses banquiers. Il vaut 36,5 cents par action ordinaire, ou 293 millions en tout à distribuer parmi les actionnaires.

Toutefois, BCE n'a soufflé mot des deux dividendes trimestriels loupés par ses actionnaires depuis six mois. Ces dividendes vaudraient au moins 586 millions, que des actionnaires pour-

raient tenter de réclamer par des recours juridiques contre BCE. Mais du point de vue d'analystes, de tels dividendes rétroactifs demeurent très improbables.

Dvai Ghose, analyste en télécoms chez Genuity Capital à Toronto, estime

du point de vue de BCE a aussi été annoncée hier: le déclenchement prochain d'un programme de rachat de ses actions en circulation. Les conditions de ce rachat restent à préciser. Le précédent chez BCE, en 2007, avait impliqué

« BCE doit vite préciser sa stratégie face aux nombreuses questions des investisseurs boursiers. Elle doit balancer ses investissements de croissance avec le désir de ses actionnaires d'encaisser des fonds. »

que BCE voudra éviter que ces dividendes rétroactifs profitent aux investisseurs spéculateurs qui ont largement infiltré son actionnariat depuis un an. D'ailleurs, une meilleure solution

40 millions d'actions pour un milliard. Pour le prochain rachat d'actions, les analystes s'attendent à un plan d'une ampleur comparable, autour de 25 \$ par action.



PHOTO MIKE CASSESE, REUTERS

DÉTENTEURS D' ACTIONS DE BCE

Tout n'est pas perdu

HUGO FONTAINE

S'il est bel et bien fini le temps du rêve d'un rachat à 42,75 \$, les actionnaires de BCE peuvent au moins se consoler à l'idée que les analystes et gestionnaires de portefeuille s'attendent à voir l'action du géant des télécommunications remonter dans les prochains mois.

En d'autres mots, on chasse la déception et on garde ses actions, pourrait-on résumer.

Selon Stephen Gauthier, de Palos Capital, BCE est une société au bilan solide, avec beaucoup de liquidités. Qui plus est, le retour des dividendes à un attrait certain, sans compter l'éventuel dividende spécial pour compenser les dividendes annulés des deux derniers trimestres.

«Un actionnaire qui est là pour le long terme ne devrait pas vendre aujourd'hui», dit-il.

Malgré l'abandon de la transaction avec Teachers', le titre de BCE pourrait même représenter une bonne occasion d'achat, selon Alain Chung, vice-président et gestionnaire de portefeuille de la Corporation de gestion de placement Claret.

«L'évaluation de la société a fondu de moitié. Et si on la compare avec ses concurrents, c'est le titre le plus intéressant pour l'instant. À condition que le conseil se réveille et se mette au travail.»

M. Chung évalue que BCE devrait valoir entre 30 et 50 \$.

«Je ne peux pas m'imaginer que

ça ne vaut pas plus que la valeur actuelle, que l'entreprise ne peut pas faire mieux que ça», ajoute-t-il.

Stephen Gauthier, quant à lui, reste vigilant. «On n'était pas actionnaire de la société, mais on regarde ça de manière attentive et on pourrait voir une occasion d'achat en bas de 20 \$.»

Un seuil de prix qui pourrait être franchi, selon M. Gauthier. «Beaucoup de détenteurs avaient acheté le titre pour faire de l'arbitrage et se faire payer à l'échéance. Ça met de la pression à la baisse sur le titre à court terme.»

«Sur une base de dividende, le titre est intéressant, analyse pour sa part Luc Fournier, gestionnaire de portefeuille pour l'Industrielle-Alliance. Mais je ne vois pas beaucoup de potentiel d'appréciation.» Selon lui, tout est maintenant une question d'exécution de la part des dirigeants en ce qui concerne les investissements et le retour de la rentabilité.

Les analystes Jeffrey Fan (UBS), Greg MacDonald (Financière Banque Nationale) et Troy Crandall (MacDougall, MacDougall & MacTier) ont établi des cibles respectives de 25,50\$, 27\$ et 27,50\$ pour le titre de BCE dans 12 mois.

Si BCE arrachait à Teachers le paiement de pénalité de 1,2 milliard, cela pourrait bonifier l'action d'environ 1,50 \$.

Hier, le titre de BCE a clôturé à 22,03 \$ à la Bourse de Toronto, en baisse de 4,3 %.

— Avec la collaboration de Maxime Bergeron

Les Maple Leafs épargnés

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

L'avortement de la transaction entre Teachers' et BCE pourrait avoir des répercussions dans les bureaux... de l'équipe de hockey rivale des Montréalais, les Maple Leafs de Toronto.

C'est que les Leafs ont comme actionnaire majoritaire le régime de retraite Teachers', qui vient d'être libéré de son obligation d'acheter BCE. S'il avait dû se porter acquéreur

de l'entreprise de télécommunications montréalaise, Teachers' aurait pu être tenté de se départir de ses actions des Leafs afin de générer des liquidités, selon certaines rumeurs dans les médias sportifs torontois. Teachers' possède 58 % des actions de Maple Leafs Sports & Entertainment (MLSE), le conglomerat qui possède les Leafs, les Raptors, les Marlies (le club-école des Leafs), le Centre Air Canada et le Toronto FC (club de soccer de la MLS).

Selon *The Globe and Mail*, les actions de Teachers' — qui a investi pour la première fois dans les Leafs en 1994 — vaudraient au moins 928 millions. Mais les Leafs sont-ils à vendre? «Nous ne commentons pas les rumeurs», dit Deborah Allan, porte-parole de Teachers'. Il s'agit toutefois d'un secret de polichinelle à Toronto que Larry Tanenbaum meurt d'envie d'acquérir les actions de Teachers' dans MLSE. La semaine dernière, l'homme d'affaires qui a fait

fortune dans l'immobilier est devenu le deuxième actionnaire en importance de MLSE en acquérant la moitié des actions de CTVglobemedia. Tanenbaum, qui est président du conseil d'administration de MLSE, possède maintenant 20,5 % du conglomerat. Les autres actionnaires sont la Banque TD (14 %) et CTVglobemedia (7,5 %).

POINT DE VUE DES ANALYSTES

« C’est une société qui a un bilan solide, avec des opérations commerciales qui ne sont pas très cycliques. [...] Un actionnaire qui est là pour le long terme ne devrait pas vendre ce titre aujourd’hui. »

— STEPHEN GAUTHIER, stratège chez Palos Capital

« Le titre est neutre. Pour un actionnaire qui a déjà du BCE, il est trop tard pour vendre. Il faut conserver. Et au moins, avec le dividende, on peut récupérer un peu. »

— LUC FOURNIER, gestionnaire de portefeuille à l’Industrielle-Alliance

« Sur le long terme, c’est une occasion intéressante. [...] Ça devrait valoir entre 30 et 50 \$, tout dépendant du redéploiement des actifs de BCE et des améliorations des infrastructures. »

— ALAIN CHUNG, vice-président et gestionnaire de portefeuille chez Claret

HUGO FONTAINE

SUR LA CORDE RAIDE

Bref, avec un rachat d’actions d’un milliard et la reprise d’un dividende trimestriel de 293 millions, BCE canaliserait quelque 1,5 milliard vers ses actionnaires d’ici le milieu de l’année 2009.

Restructuration

Cette somme représente la moitié des liquidités disponibles chez BCE, estimées à près de trois milliards par les analystes. Quant à l’autre moitié des liquidités, elle servirait surtout à soutenir les prochaines étapes du plan de restructuration initié par George Cope, chef de la direction depuis quelques mois. Même que pour certains investisseurs en action de BCE, ça devrait être la première priorité de l’entreprise.

« Un rachat d’actions, c’est un moins

dans un secteur (télécoms) où il y a toujours beaucoup de dépenses à faire pour améliorer les infrastructures et rester compétitif. BCE a négligé ces investissements et ce n’est qu’une question de temps avant que ça la rattrape », a résumé Luc Fournier, gestionnaire de fonds d’investissement à l’Industrielle-Alliance.

Depuis sa nomination en juillet, avec l’appui tacite de Teachers’, George Cope a déjà amorcé l’allègement de la gestion de Bell en supprimant 2500 postes administratifs. Il a aussi revampé le marketing des services de télécoms.

Du côté des résultats financiers, toutefois, l’impact de cette restructuration reste à voir. D’autant plus que la récession qui débute en Ontario et au Québec, les deux principaux marchés

de Bell, risque de nuire à ses espoirs de croissance et de rentabilité. Au troisième trimestre 2008, le bénéfice net de BCE était encore bien inférieur à la moyenne des trimestres précédents. Pour l’ensemble de l’exercice 2008, et le suivant –2009 –, les analystes anticipent au mieux la stagnation du bénéfice par action. Les revenus totaux de BCE stagnent déjà depuis plusieurs trimestres, défiés par la perte de milliers d’abonnés du téléphone filaire et la compétitivité insuffisante de sa téléphonie sans fil.

D’ailleurs, de l’avis d’analystes, Bell devra investir des centaines de millions de dollars pour rehausser son réseau sans fil au niveau de son principal rival : Rogers Communications.

Pour le moment, le décalage technique de Bell nuit à l’offre rapide des plus

récentes nouveautés du sans fil, comme le téléphone multimédia iPhone d’Apple. Par ailleurs, le réseau de téléphone par fil de Bell suffit de moins en moins aux besoins des nouveaux services de télécoms à haut débit.

Cette situation nuit déjà à ses efforts de contrer la concurrence accrue des câblodistributeurs, comme Vidéotron au Québec, dont le réseau de forte capacité a permis d’ajouter des services qui soutirent des dizaines de milliers de clients à Bell Canada.

Selon des analystes, la solution à cette embûche technique du téléphone filaire requerra sans doute des investissements massifs de Bell dans la fibre optique, jusqu’au domicile ou au bureau de ses clients.

Autre très coûteux défi en perspective.



PHOTO MARCOS TOWNSEND, BLOOMBERG NEWS

Autres transactions tombées à l’eau

BLOOMBERG

L’échec de l’acquisition de BCE porte à près de 100 milliards US la valeur des rachats par endettement annulés depuis que les marchés du crédit ont commencé à se gripper. Et le financement pour des transactions s’est évaporé après que le nombre record de défaillances sur les prêts hypothécaires à risque ait incité les opérateurs à fuir les investissements sur les titres de dette, y compris les prêts pour financer les rachats d’entreprise.

Parmi les acquisitions qui ont tourné court, on compte l’accord que J.C. Flowers avait signé pour mettre la main sur SLM Corp., spécialiste des prêts aux étudiants également connu sous le nom de Sallie Mae; l’entente intervenue entre l’exploitant de casinos Penn National Gaming et Fortress Investment Group; et le projet de KKR d’acquérir Harman International Industries.

Ces marchés qui n’aboutissent pas sont une « aubaine » pour Citigroup et d’autres prêteurs en ce qu’ils les aident à éviter de vendre des prêts sur un marché où les titres de dette utilisés pour financer les rachats par emprunt se transigent sous leur valeur nominale. Dans le cas de BCE, Citigroup, Deutsche Bank, la Banque Toronto-Dominion et Royal Bank of Scotland Group avaient consenti à fournir le financement requis pour réaliser la transaction. Selon les prix actuels des prêts adossés, les banques faisaient face à des pertes potentielles d’au moins 10 milliards \$US si elles avaient été contraintes de financer le rachat.

Certains prêteurs sont mêlés à des différends à propos de rachats par endettement qui ont tourné court. Par exemple, Specialty Chemicals, une division de la firme new-yorkaise de rachat Apollo Management, est engagé dans une bataille de poursuites depuis juin dernier avec Huntsman, qu’il avait consenti à racheter au prix de 6,5 milliards US en 2007.

De BCE à Yogi Berra



Le 4 juillet dernier, BCE annonçait que l’entreprise avait conclu « une entente finale » avec le groupe d’investisseurs dirigé par Teachers’, au prix de 42,75 \$ l’action. La clôture de la méga transaction de 51,7 milliards de dollars devait avoir lieu le 11 décembre 2008.

En ce jour J, hier, BCE annonçait plutôt l’avortement de ladite « entente finale », laquelle était pourtant basée sur « l’entente définitive » datée du 29 juin 2007. La transaction ne serait pas viable, selon Teachers’. Prétexte évoqué: la transaction ne répond pas aux tests de solvabilité énoncés dans l’entente définitive.

Comme on peut le constater, en Bourse, les termes « entente finale » et « entente définitive » ne veulent « finalement » rien dire de concret ou presque.

Pis encore dans le cas des actionnaires de BCE, ils se retrouvent aujourd’hui Gros-Jean comme devant, avec une action de BCE qui se négocie maintenant à 22,00 \$ pièce.

Lors de l’annonce de « l’entente finale » du 4 juillet dernier, il aurait fallu que les

actionnaires lisent la « Mise en garde concernant les déclarations prospectives » qui apparaissait à la fin du communiqué. Cela leur aurait rappelé la célèbre citation de receveur de baseball Yogi Berra : « Ce n’est pas fini, tant que ce n’est pas fini. »

Dans ma chronique du 5 juillet où je commentais la fameuse « entente finale », j’expliquais à la fin de celle-ci pourquoi l’action de BCE continuait de se négocier à escompte par rapport au prix offert de 42,75 \$.

« En Bourse, dans le cadre des grandes fusions et acquisitions de sociétés, rien n’est jamais acquis tant que la transaction n’est pas totalement réglée et l’argent versé aux actionnaires. L’escompte de 2,75 \$ équivaut, si l’on veut, au doute qui persiste encore concernant la privatisation de BCE... La clôture de la transaction n’est prévue que dans quelques mois... Ainsi, il reste encore une certaine inquiétude. D’ailleurs, il est important de rappeler que l’indemnité de rupture a été renégo-ciée à 1,2 milliard de dollars au cas où la transaction finale achopperait. »

Et je rapportais la « mise en garde » que la direction de BCE mentionnait à la fin de son communiqué du 4 juillet sur la dite « entente finale ». Elle se terminait comme suit : « Les conditions de la transaction... pourraient ne pas être remplies conformément à leur intention et/ou les parties à l’entente définitive pourraient exercer leurs droits de résiliation et, dans une telle éventualité, la transaction proposée de transformation de BCE en société fermée pourrait être modifiée, restructurée ou résiliée, selon le cas. L’incapacité de conclure la transaction proposée pourrait avoir une importante incidence défavorable sur le cours des actions de BCE. »

« En Bourse, dans le cadre des grandes fusions et acquisitions de sociétés, rien n’est jamais acquis tant que la transaction n’est pas totalement réglée et l’argent versé aux actionnaires. »

Des gagnants

C’est sans doute avec un immense soupir de soulagement que Teachers’ et ses partenaires financiers (Providence Equity Partners, Madison Dearborn Partners, Merrill Lynch Global Private Equity, etc.) accueillent l’avortement de la privatisation de BCE au coût de 51,7 milliards. Juste quant à la valeur des actions ordinai-

res, le consortium aurait versé 35 milliards pour des actions ne valant aujourd’hui que quelque 18 milliards en Bourse.

Même si le consortium de Teachers’ devait verser à BCE une pénalité de 1,2 milliard pour bris d’entente, convenons qu’il s’agit tout de même d’une méchante aubaine par rapport au prix initialement offert ! Notez que Teachers’ devrait contester ladite pénalité.

Du côté des gagnants, on retrouve également les 90 cadres de BCE et de ses filiales qui se sont partagés une prime de maintien en fonction de quelque 85 millions de dollars pour être restés en poste durant la période allant de juillet 2007 au 30 juin 2008 (date initiale-

ment butoir de la transaction). Que la transaction se fasse ou pas, cette prime leur a permis de recevoir à la fin de juin dernier l’équivalent de 53,44 \$ par unité d’action de BCE que détenait chaque dirigeant pour les fins du calcul de la prime de maintien en poste.

La formule utilisée par le conseil d’administration de BCE pour offrir cette généreuse prime était basée sur le

prix d’une action de BCE fixé à 53,44 \$ pièce, soit 42,75 \$ l’action offert par Teachers’, plus un supplément de 25 %.

L’ex-chef de la direction de BCE, Michael Sabia, était le seul membre de la haute direction qui avait refusé d’adhérer à l’offre de maintien en fonction.

Retour à la normale

Faute de boucler la méga transaction de 51,7 milliards, le conseil d’administration de BCE va rétablir le dividende trimestriel sur les actions ordinaires. Dividende qui représente un revenu trimestriel de 294 millions pour les actionnaires.

Jusqu’à présent, BCE avait retenu dans ses coffres le versement de deux dividendes trimestriels, soit celui du 30 juin et celui du 30 septembre. On parle donc d’une retenue totale de 588 millions de dollars. Le conseil parle maintenant « de retourner du capital à ses actionnaires au moyen d’une offre publique de rachat » d’une partie de ses actions dans le cours normal des activités de l’entreprise. À quelque 22 \$ et des poussières l’action, le titre de BCE est soudainement redevenu un achat intéressant aux yeux de certains analystes de maisons de courtage.

D’autant plus que BCE demeurera une intéressante candidate à une nouvelle offre publique d’achat.

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

/// ■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

AUJOURD'HUI		
Indice des prix à la production (États-Unis)	nov.: -1,8%	oct.: -2,8%
Ventes au détail (États-Unis)	nov.: -1,7%	oct.: -2,2%

MERCREDI 17 DÉCEMBRE		
Diagnocure	BPA 4T: -10¢	
MDS	BPA 4T: 9¢	
General Mills	BPA 2T: 1,23\$US	

POUR NOUS JOINDRE

LUNDI 15 DÉCEMBRE		
Production industrielle (États-Unis)	nov.: 0,0%	oct.: 1,3%
Garda	BPA 3T: -8¢	

JEUDI 18 DÉCEMBRE		
Indice de la Fed de Philadelphie (États-Unis)	déc.: -40,0	nov.: -39,3
Indicateur avancé (É.-U.)	nov.: -0,5%	oct.: -0,8%
Research in Motion	BPA 3T: 83¢	

MARDI 16 DÉCEMBRE		
Indice des prix à la consommation (États-Unis)	nov.: -1,3%	oct.: -1,0%
Mises en chantier (États-Unis)	nov.: 730K unités	oct.: 791K unités

VENDREDI 19 DÉCEMBRE		
Indice des prix à la consommation (Canada)	nov.: -0,5%	oct.: -1,0%
Circuit City Stores	BPA 3T: -92¢	

Source: Bloomberg

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

			2	7		8
		8		3		4
5	2		1			
		2				
	4		6		9	3
8	1		5			6
	6	1		4	2	
		9				

Niveau de difficulté : MOYEN

1218

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

7	2	5	1	6	3	8	4	9
3	8	9	7	4	5	6	1	2
1	4	6	2	9	8	3	7	5
2	7	8	4	5	6	1	9	3
9	1	3	8	2	7	5	6	4
6	5	4	9	3	1	2	8	7
8	9	2	3	1	4	7	5	6
5	3	1	6	7	9	4	2	8
4	6	7	5	8	2	9	3	1

Par Fabien Savary

1217

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

TRANSCONTINENTAL

Des éléments spéciaux font chuter le bénéfice

LA PRESSE CANADIENNE

Affecté par une dépréciation d'actifs et des frais de restructuration, l'imprimeur et éditeur Transcontinental a déclaré hier une forte perte à son quatrième trimestre.

Pour la période de trois mois terminée le 31 octobre, l'entreprise montréalaise a inscrit une perte nette de 94,2 millions de dollars (1,17\$ par action), alors qu'elle avait dégagé des profits nets de 38,6 millions (46 cents

par action) au cours du même trimestre l'an dernier.

En excluant les éléments spéciaux, le bénéfice net ajusté s'est élevé à 48 millions (59 cents par action), comparativement à 39,3 millions (47 cents par action) il y a un an.

Les revenus de Transcontinental ont atteint 653 millions au quatrième trimestre, en hausse de 6 %.

Pour l'ensemble de l'exercice 2007-2008, le bénéfice net s'est établi à 7,9 millions (10 cents

par action), en baisse de 93,5 % par rapport aux 120,6 millions (1,42\$ par action) enregistrés en 2006-2007.

En excluant les éléments spéciaux, le bénéfice net ajusté de l'exercice s'élève à 141,6 millions (1,73\$ par action), comparativement à 127,2 millions (1,50\$ par action) il y a un an.

Le chiffre d'affaires annuel s'est élevé à 2,43 milliards, en hausse de 4 %.

Dans un communiqué, Transcontinental a expliqué

que la chute du bénéfice net en 2007-2008 était « pour l'essentiel attribuable à la charge de restructuration découlant de la consolidation des activités de publipostage aux États-Unis, dont près des deux tiers n'auront aucun effet sur la trésorerie ».

Le président et chef de la direction de Transcontinental, François Olivier, s'est dit « fier » des résultats, mais il a averti que la conjoncture s'annonçait « difficile » en 2009.

L'entreprise pourra néanmoins compter sur de nouveaux revenus l'année prochaine, notamment grâce à l'entrée en vigueur des contrats d'impression du quotidien *San Francisco Chronicle* et des magazines de la société Rogers Communications.

La direction a aussi précisé qu'un « plan d'action », prévoyant entre autres des mesures de réduction des capacités de production, était prêt à être mis en œuvre « si la situation économique l'exigeait ».

1100 employés de Davie mis à pied à Lévis

LA PRESSE CANADIENNE

Chantiers Davie a annoncé hier l'interruption de ses activités et la mise à pied des 1100 employés de ses installations de Lévis, près de Québec, dès ce week-end et jusqu'à la mi-janvier, afin de faire des économies.

L'exploitant de chantiers maritimes a expliqué que les mises à pied demeureraient en vigueur jusqu'à la conclusion d'étapes clés de son plan de refinancement.

Davie a expliqué que son fonds de roulement avait souffert de l'incapacité de ses clients à effectuer les paiements stipulés dans leurs contrats en raison de l'absence de garanties.

Le ministre provincial du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Raymond Bachand, a réagi à cette nouvelle en rappelant que Québec avait fait sa part dans ce dossier, et en invitant Ottawa à faire la sienne.

Le marché du logement en bonne santé

LOGEMENT

suite de la page 1

Ensuite, l'arrivée importante de nouveaux immigrants a stimulé la demande de logements. « Montréal reçoit la part du lion des immigrants. Et ces immigrants s'installent d'abord dans des logements locatifs », explique M. Hugues.

Enfin, la construction modérée de logements locatifs contribue à la stagnation de l'offre. Cette faiblesse de l'offre s'explique par le fait que, pour les entrepreneurs, il est souvent plus rentable de construire des condos et des résidences pour personnes âgées.

Dernière récession: 7,5 %

Au cours de la dernière récession, le taux d'inoccupation au Québec est passé de 5,7 % en 1990 à un sommet de 7,5 % en 1992. Cette dans cette période que sont apparus les mois de loyer gratuits. Le taux a reculé presque sans interruption par la suite, touchant un creux de 1,2 % en 2002. Il est graduellement remonté jusqu'à 2,6 % l'an dernier pour redescendre cette année à 2,2 %.

Dans les régions de Québec et de Hull-Gatineau, le marché s'est davantage resserré, les taux d'inoccupation respectifs passant de 1,2 à 0,6 % et de 2,9 à 1,9 %. Le Saguenay a vécu un phénomène semblable, avec un taux d'inoccupation en baisse de 0,8 point, à

1,6 %. Par contre, Sherbrooke et Trois-Rivières ont vécu des phénomènes inverses, leurs taux augmentant respectivement à 2,8 % et 1,7 %.

659\$ par mois

En moyenne, les loyers ont progressé de 2,1 % au Québec cette année. Pour louer un logement de deux chambres (4 ½), il fallait payer 659\$ par mois, en moyenne, dans la région de Montréal, comparativement à 653\$ à Québec et 677\$ à Hull-Gatineau.

Pour les prochains mois, deux tendances inverses s'affrontent: la croissance du flux migratoire et la récession économique. Le Québec a pour cible d'augmenter le nombre annuel de nouveaux immigrants à 55 000 en 2010, ce qui alimentera le marché. Par contre, la récession ralentira la création d'emplois et la formation de nouveaux ménages, un élément défavorisant le marché.

Par ailleurs, il n'est pas clair si la santé relative du marché locatif influera sur la revente de maisons individuelles, dit M. Hugues. Chose certaine, les maisons ne sont plus aussi abordables qu'elles étaient il y a quelques années, ce qui freine l'accès à la propriété.

La SCHL prévoit un marché plus difficile pour les vendeurs en 2009, mais rien de catastrophique, puisque les prix devraient tout de même augmenter de quelque 3 % au Québec.



PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE

L'expulsé, franchisé du restaurant Eggspectation du 201, rue Saint-Jacques, près de la place d'Armes, n'a même pas eu le temps de commander un camion pour déménager ses meubles de façon ordonnée.

Un Eggspectation à la rue

LAURIER CLOUTIER

Tout un coup dur pour le franchisé du restaurant Eggspectation du 201, rue Saint-Jacques, près de la place d'Armes, en cette période de joyeuses réunions des Fêtes. Un huissier vient de mettre ses meubles à la rue, sur ordre du tribunal.

C'est spectaculaire, comme une longue grève d'éboueurs.

L'expulsé n'a même pas eu le temps de commander un camion pour déménager ses meubles de façon ordonnée. Deux policiers surveillent les tables, les chaises,

les cuisinières et les classeurs de l'infortuné, pour l'instant.

Sur la porte du restaurant, par un simple bout de papier, le représentant de la « nouvelle administration », non identifié, se dit désolé des inconvénients et invite les clients, après les rénovations.

Tout laisse croire que le franchisé a perdu un conflit avec Eggspectation Canada, s'est fait évincer et remplacer illico par un nouveau restaurateur.

Cela dit, c'est catastrophique pour les voisins et les piétons, mais ce n'est pas inhabituel. « On

est en récession, il ne faut pas se leurrer », souligne à *La Presse Affaires* Louis-René Maranda, président de la Chambre des huissiers du Québec.

Ainsi, la semaine dernière, deux commerces de la rue Sherbrooke se sont retrouvés à la rue, dit-il, et de nombreux autres suivront en 2009, craint-on.

Louis-René Maranda tente de convaincre le ministère des Affaires municipales depuis un an d'assouplir les procédures. Pour l'instant, la Ville n'a pas à ramasser les biens d'un commerce expulsé, ni ceux d'un logement familial d'ailleurs. Par contre, Montréal croit qu'elle doit, moralement, garder ces derniers durant 60 jours. Après, la Ville présume que la famille abandonne ses biens. Pour les saisies bancaires aussi, il vaudrait mieux s'entendre à l'amiable, souligne Louis-René Maranda.

AVIS

800

850

AVIS DE DISSOLUTION
CHANGEMENT DE NOM

PRENEZ AVIS que **GESTION SERGE LORTIE INC.** demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre.

850

AVIS DE DISSOLUTION
CHANGEMENT DE NOM

PRENEZ AVIS que **HAMID KARIMI TAJAN GOUKEH** dont l'adresse du domicile est le Postal Station Desjardins PO Box 1136 Mt, Qc H5B 1C2 présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de **HAMID COHAN.**

CE SAMEDI

LES CONGÉS PARENTAUX SERVENT LA JEUNE RELÈVE!

Tous les samedis dans **LA PRESSE**

BANQUE LAURENTIENNE

AVIS DE DIVIDENDES

La Banque Laurentienne du Canada a déclaré le dividende suivant payable le 1^{er} février 2009 aux actionnaires inscrits à la fermeture des affaires le 2 janvier 2009 :

Actions ordinaires, dividende n° 492 de 0,34 \$ par action.

Par ordre du conseil d'administration
Lorraine Pilon
Secrétaire
Montréal, le 5 décembre 2008

L'excédent commercial canadien plus fort que prévu

RUDY LE COURS

À la surprise générale, le repli du surplus de la balance commerciale a contribué à la croissance au cours du mois d'octobre où le Canada est sans doute entré en récession.

L'apport des échanges commerciaux avec l'étranger a peut-être même davantage favorisé le Québec que d'autres provinces, selon les données publiées hier par Statistique Canada.

De septembre à octobre, le surplus commercial est passé de 4,3 à 3,8 milliards de dollars. Ce montant est attribuable à la poussée des prix des importations qui résultent de la chute du dollar canadien. En octobre, le huard a perdu 10,7 % d'équivalence face au billet vert, sa plus forte variation mensuelle de l'histoire.

Ces résultats supérieurs aux estimations des économistes ont tonifié le huard. Il a aussi profité

de la faiblesse générale du billet vert pour gagner 1,67 cent d'équivalence, à 81,06 cents US.

Exprimées en valeur, les importations ont progressé de 34,1 % alors que les exportations ont augmenté de 2,5 %, ce qui explique la diminution de l'excé-

Nationale. L'aggravation de la récession américaine l'amène toutefois à douter que pareille situation puisse prévaloir.

Aux États-Unis, le déficit commercial s'est même aggravé. Il est passé de 56,2 à 57,2 milliards US de septembre à octobre alors que

« Avec l'appréciation du dollar américain qui se poursuit à la faveur des flux financiers, le commerce extérieur pourrait freiner l'activité économique au cours des prochains trimestres. »

dent nominal.

Exprimées en volumes, les importations ont fléchi de 3,6 % et les exportations de 1,6 % seulement, ce qui a eu pour résultat de réduire le déficit commercial réel. « Le commerce extérieur contribue en fait à la croissance », précise Marc Pinsonneault, économiste principal à la Financière Banque

les experts s'attendaient à ce qu'il recule à moins de 54 milliards US.

C'est le dernier levier de la croissance qui cède. La diminution de la consommation des ménages et des entreprises freinait les importations alors que la faiblesse du dollar américain avait stimulé les exportations,

jusqu'à l'été. Les exportations ont diminué pour le troisième mois d'affilée en octobre.

« Avec l'appréciation du dollar américain qui se poursuit à la faveur des flux financiers, le commerce extérieur pourrait freiner l'activité économique au cours des prochains trimestres », prévient Milan Mulraine, stratège chez TD Valeurs mobilières.

La hausse de la valeur des importations canadiennes a surtout été assurée par un bond de 22,3 % des achats de pétrole à l'Arabie Saoudite, au Royaume-Uni et à la Norvège. Comme le Québec importe 100 % de sa consommation, on pourrait craindre à première vue la détérioration de son solde commercial, qui représente déjà le risque le plus grand qui pèse sur sa propre croissance.

Ce sont plutôt les Maritimes, et en particulier le Nouveau-Brunswick, qui se sont gavées de

brut en octobre. L'or noir a servi à approvisionner la raffinerie Irving, la plus grande au pays, qui le raffine afin de l'exporter en Nouvelle-Angleterre.

En fait, le Québec bénéficierait sans doute de l'augmentation substantielle des ventes canadiennes d'électricité aux États-Unis.

« À première vue, c'est assez encourageant pour le mois d'octobre, reconnaît Mathieu D'Anjou, économiste chez Desjardins. Le Québec est aussi favorisé du fait qu'il est peu touché par la baisse des exportations d'automobiles qui affecte surtout l'Ontario. »

Les livraisons à l'étranger des produits de l'automobile ont diminué de 2,7 % en octobre, portant à 37 % leur chute depuis le sommet de janvier 2007. Les ventes des seules voitures particulières, toutes fabriquées en Ontario, ont quant à elles baissé de 3,7 %. Les exportations aux États-Unis étaient les plus faibles depuis 1983.

À l'échelle du pays, les exportations de toutes les autres grandes catégories de biens étaient à la hausse, en particulier la machine-

rie industrielle et agricole.

L'excédent commercial avec les États-Unis s'est rétréci pour le quatrième mois d'affilée. Cette tendance devrait continuer au cours des prochains mois. Par bonheur, le déficit commercial avec l'Union européenne a diminué.

INDUSTRIE AUTOMOBILE AMÉRICAINE

Le plan de sauvetage écorche l'aviation d'affaires

MARIE TISON

Pour obtenir l'aide gouvernementale américaine, les trois grands de l'automobile devront se débarrasser de leurs avions d'affaires.

Les avionneurs comme Bombardier ont déploré les conséquences de cette mesure sur l'image de l'aviation d'affaires, une industrie déjà mise à mal par le ralentissement actuel.

« Toute l'industrie a travaillé très fort pour contrer l'idée voulant qu'un avion d'affaires soit un jouet, a déclaré le porte-parole de Bombardier Avions d'affaires, Leo Knaapen. Ce n'est pas un jouet, c'est un outil qui sert à maximiser la ressource la plus précieuse des dirigeants, le temps. »

La Chambre des représentants a adopté mercredi soir un projet de loi autorisant des prêts de 14 milliards US à l'industrie automobile américaine. Un article de cette législation précise que pendant toute la période au cours de laquelle ils pourront bénéficier de cette aide financière, les constructeurs automobiles ne pourront ni posséder, ni louer un avion d'affaires, ni même avoir un intérêt dans un tel appareil. Ils devront prendre toutes les mesures raisonnables pour se départir de ces avions ou de ces intérêts.

L'utilisation d'avions d'affaires est devenue en enjeu important du plan de sauvetage de l'industrie de l'auto. Les trois grands patrons de l'automobile ont subi les foudres des congressistes lorsque chacun a utilisé l'avion de son entreprise pour se rendre à Washington réclamer l'aide du gouvernement, il y a quelques semaines.

Le président et chef de la direction de la National Business



PHOTO KIN CHEUNG, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

L'industrie de l'aviation d'affaires soutient que ses appareils permettent aux entreprises de faire plus en moins de temps, notamment en réduisant le temps de déplacement, en abaissant les factures d'hébergement et en permettant aux équipes de travailler ensemble en route vers une destination.

Aviation Association (NBAA), Ed Bolen, a écrit cette semaine à la présidente de la Chambre des Représentants, Nancy Pelosi, pour mettre les congressistes en garde contre les effets du projet de loi sur l'industrie de l'aviation d'affaires.

« Nous comprenons l'importance de donner aux contribuables américains l'assurance que

toute assistance fédérale accordée aux constructeurs automobiles sera utilisée pour protéger les emplois et pour réformer de façon positive la structure de l'industrie nationale, a écrit M. Bolen. Toutefois, je vous recommande vivement de rédiger cette législation de manière à ne pas faire du tort à une autre importante industrie américaine. »

Il a affirmé que la formulation actuelle laissait croire que le Congrès ne reconnaissait pas l'importance de l'aviation d'affaires pour les entreprises en butte à la concurrence internationale, pour le développement des communautés négligées par les transporteurs commerciaux et pour les emplois de centaine de milliers d'Américains.

Il a expliqué que l'aviation d'affaires permettait aux entreprises de faire plus en moins de temps, notamment en réduisant le temps de déplacement, en abaissant les factures d'hébergement et en permettant aux équipes de travailler ensemble en route vers une destination. Il a ajouté que les avions d'affaires permettaient aux entreprises de battre la concurrence en transportant rapidement du personnel ou des pièces spécialisés pour répondre aux besoins de clients.

Il a ajouté que 86 % des passagers des avions d'affaires n'étaient pas des hauts dirigeants, mais des employés de niveau intermédiaire, comme des vendeurs, des ingénieurs ou des techniciens. En outre, 85 % des entreprises qui ont recours aux avions d'affaires sont des petites et moyennes entreprises, souvent situées dans des communautés mal desservies par les transporteurs commerciaux.

Le plan de sauvetage de l'industrie automobile devra maintenant être présenté au Sénat.

Avec la crise financière actuelle, l'aviation d'affaires traverse présentement une zone de turbulences. Déjà, Cessna a annoncé l'élimination de 665 emplois alors qu'Hawker Beechcraft a annoncé l'élimination de 500 postes.

Le journal brésilien *Gazeta Mercantil* a rapporté hier qu'Embraer s'apprêtait à mettre à pied 4000 employés, une information que l'avionneur brésilien n'a pas voulu confirmer.

Le porte-parole de Bombardier Aéronautique, Marc Duchesne, a toutefois déclaré hier que l'entreprise québécoise n'avait pas l'intention de réduire sa cadence de production.

AIDE GOUVERNEMENTALE AU PCAA

Une porte ouverte à d'autres industries

LA PRESSE CANADIENNE

Si le gouvernement vient à la rescousse des détenteurs de papier commercial adossé à des actifs, ou PCAA, cela équivaldrait à ouvrir la porte à d'autres industries qui demandent une assistance financière, croit un professeur de l'école commerciale Rotman, Laurence Booth.

L'expert en affaires bancaires estime que venir en aide au groupe qui tente de sauver 32 milliards de dollars en PCAA ferait en sorte qu'il serait difficile aux responsables fédéraux de dire non à l'industrie de l'auto, aux producteurs d'énergie et à d'autres secteurs de l'économie qui sont en quête de prêts ou d'allègements fiscaux. Le plus important détenteur de PCAA de tierce partie est la Caisse de dépôt et placement du Québec qui possédait pour 13 milliards de ces titres lorsque le marché a grippé.

Parmi les autres grands détenteurs de PCAA, qui sont représentés par le comité pancanadien présidé par Purdy Crawford, on compte le Groupe Desjardins, le régime de retraite des Postes canadiennes, la Société cana-

indiqué M. Booth. S'ils ont subi des pertes, c'est qu'ils n'ont pas fait preuve de la prudence nécessaire. »

Des responsables du ministère fédéral des Finances ont tenu ce mercredi une réunion avec le

« Il incombe certainement à la Banque du Canada d'assurer la stabilité du système financier, soutient M. Booth. Mais quand vous entreprenez de renflouer un groupe d'emprunteurs, vous commencez alors à vous demander "qui sera le prochain?" »

dienne d'hypothèques et de logement (un organisme fédéral) et Nav Canada.

« Ce sont des investisseurs extrêmement avertis qui ont acheté ces titres, ils auraient dû savoir ce qui se passait, a

comité de M. Crawford qui tente depuis plus d'un an de venir à la rescousse du marché grippé des PCAA, marché gelé depuis août 2007.

Selon certaines rumeurs, on demanderait à Ottawa de

constituer un filet de sécurité oscillant entre 5 milliards US et 10 milliards US pour ces titres si les conditions économiques ne s'améliorent pas.

Les PCAA étaient censés être des investissements de court terme, peu risqués, dont l'échéance était d'un an au plus. Mais en août 2007, on a commencé à craindre que certains de ces papiers commerciaux ne soient liés à des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis, en plus de groupes d'hypothèques de meilleure qualité, de prêts auto, de comptes de cartes de crédit et d'autres actifs.

On estime que 99 % de ces titres sont détenus par des investisseurs institutionnels tels que des caisses de retraite et des entreprises, mais il y en a pour 371 millions dans des comptes au détail.

Jusqu'à récemment, le gouvernement fédéral n'a pas voulu se mêler de la débâcle du PCAA, le ministre des Finances, Jim Flaherty, se contentant de faire des commentaires occasionnels sur les progrès, ou les retards constants, dans la restructuration de ces titres gelés.

Mais le climat a changé lorsque le gouvernement américain a consenti à acheter des valeurs bancaires et à étudier la possibilité d'aider d'autres industries. Cela a ouvert la porte au gouvernement canadien pour qu'il s'attaque plus directement aux inquiétudes concernant le financement au pays.

« Il incombe certainement à la Banque du Canada d'assurer la stabilité du système financier, soutient M. Booth. Mais quand vous entreprenez de renflouer un groupe d'emprunteurs, vous commencez alors à vous demander "qui sera le prochain?" »

Conflit de travail chez Petro-Canada

Lueur d'espoir à Montréal

HÉLÈNE BARIL

Certains signes indiquent que le conflit à la raffinerie de Petro-Canada à Montréal-Est, qui vient de fêter son premier anniversaire, tire peut-être à sa fin.

Les parties ont recommencé à se parler, a fait savoir hier le président de la Fédération des travailleurs du Québec, Michel Arsenault, lors d'une entrevue à *La Presse*.

Il s'agit des premières discussions depuis le mois d'octobre entre l'entreprise de Calgary et ses 260 employés membres de la section 175 du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier, affilié à la FTQ mis en lock-out le 17 novembre 2007.

Un autre signe encourageant est venu de l'entreprise elle-même, qui a annoncé hier une réduction de 36 % de ses investissements prévus pour 2009. En dépit de ce pas en arrière dû à la chute du prix du pétrole et aux conditions économiques difficiles, Petro-Canada maintient son projet d'investissement de 1,2 milliard dans sa raffinerie montréalaise.

L'entreprise réduit ses dépenses mais elle a précisé hier que 325 millions seront investis en 2009 pour faire avancer le projet de Montréal et un autre à sa raffinerie d'Edmonton.

La raffinerie de Montréal sera transformée pour pouvoir traiter le pétrole extrait des sables bitumineux de l'Alberta. Le projet devrait créer beaucoup d'emplois pendant sa phase de réalisation mais il aura surtout comme conséquence de maintenir les emplois existants à la raffinerie.

La reprise des discussions entre Petro-Canada et ses syndiqués suit de près l'arrivée de l'ancien premier ministre Lucien Bouchard, qui agit comme médiateur spécial depuis le 2 décembre.

Les syndiqués ont aussi entrepris une campagne de boycottage



PHOTO RÉMI LEMÉE, ARCHIVES LA PRESSE

Les effets de la campagne de boycottage des produits de Petro-Canada entreprise par les syndiqués sont difficiles à évaluer, reconnaît le président de la FTQ.

des produits de Petro-Canada, dont les activités se poursuivent comme si de rien n'était à ses installations montréalaises. Les effets de cette campagne sont difficiles à évaluer, a reconnu hier le président de la FTQ.

Le syndicaliste ne comprend pas pourquoi l'entreprise refuse d'accepter l'entente-modèle de

l'industrie, comme elle l'a toujours fait dans le passé. Après un an de lock-out, les syndiqués ont réitéré presque unanimement dans un vote secret qu'ils tenaient à cette entente-cadre. « Alors qu'est-ce que je fais, moi, je supporte les travailleurs », a-t-il commenté.

Le syndicaliste note que les

seuls conflits majeurs auxquels la FTQ a été mêlée récemment étaient avec des entreprises multinationales très rentables, comme Petro-Canada. Michel Arsenault vise aussi Quebecor, qu'il considère comme une multinationale, qui a engagé un conflit de plus d'un an avec les journalistes du *Journal de Québec*.

Par ailleurs, le successeur d'Henri Massé estime que le Québec fait partie de ceux qui souffriront le moins de la récession généralisée, à cause de ses outils comme le Fonds de solidarité, Investissement-Québec, la Société générale de financement, la Caisse de dépôt et le Mouvement Desjardins.

Petro-Canada amputera du tiers ses investissements en 2009

D'APRÈS AFP ET PC

Le groupe pétrolier Petro-Canada a annoncé hier une réduction de 36 % de ses dépenses d'investissement en 2009 et une baisse de sa production en réponse aux conditions difficiles de l'économie.

Le géant pétrolier de l'Ouest canadien prévoit des investissements de 3,9 milliards de dollars en 2009, contre 6,2 milliards investis au cours de l'année en cours, selon un communiqué.

Le groupe prévoit notamment d'amputer des deux tiers les investissements liés à son projet de Fort Hills dans les sables bitumineux de l'Alberta. La décision finale de lancer ou non cet ambitieux projet avait déjà été repoussée à une date indéterminée en 2009.

L'entreprise avait déjà indiqué à la fin du mois de novembre qu'elle étudiait la possibilité de reporter à plus tard ses projets de la rivière McKay et de la raffinerie de Montréal.

Petro-Canada réduira également ses investissements en Syrie et en Libye, mais augmentera les sommes consacrées à ses activités dans la mer du Nord, a précisé le groupe.

« Nous croyons avoir fixé un niveau prudent de dépenses en capital pour le prochain exercice, compte tenu des conditions actuelles du marché.

Cependant, nous évaluerons la conjoncture et les marchés financiers à mesure que l'année progresse et ajusterons nos plans en conséquence », a averti son PDG Ron Brenneman.

Petro-Canada estime être en « excellente position » financière et être en mesure de financer ses projets « principalement » avec ses flux de trésorerie et « au besoin » grâce à des facilités de crédit.

Le groupe canadien a par ailleurs revu à la baisse ses

« Nous croyons avoir fixé un niveau prudent de dépenses en capital pour le prochain exercice, compte tenu des conditions actuelles du marché. »

prévisions de production pour 2009 qui devrait se situer entre 360 000 et 395 000 barils par jour, contre une fourchette de 400 000 à 420 000 cette année.

« Ces révisions visent à améliorer la croissance de la production à l'avenir et à maintenir des activités fiables », a indiqué le groupe.

Réductions chez EnCana

De son côté, EnCana a réduit

hier ses prévisions de flux de trésorerie et annoncé que son budget d'immobilisation pour 2009 totaliserait 6,1 milliards US, par rapport à 7 milliards US cette année, ce que la pétrolière a considéré « conservateur, prudent et flexible ».

La société énergétique de Calgary, qui fait état de ses résultats en dollars américains, a indiqué que les prix du pétrole et les bénéfices de raffinerie, fortement en baisse lors du trimestre en cours, avaient « réduit d'environ 300 millions \$ les marges réalisées et la valeur des stocks des activités en aval ».

L'entreprise prévoit maintenant pour 2009 des flux de trésorerie atteignant entre 7,1 milliards US et 8,3 milliards US, soit 10,25 US par action en moyenne, alors qu'elle cible une production de gaz naturel et de pétrole « approximativement aux niveaux de 2008 ».

EnCana a ajouté que « compte tenu de l'incertitude économique », son programme d'immobilisations de 6,1 milliards pourrait varier de plus ou moins 500 millions US.

À la Bourse de Toronto, hier, le cours des actions d'EnCana était de 55,3 \$, en baisse 6,64 %, tandis que celui de Petro-Canada cotait à 28,98 \$, en baisse de 0,07 %.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES SOUMISSIONS - ENCANS

CHEMIN DE FER CANADIEN PACIFIQUE LIMITÉE

AVIS DE DIVIDENDE

Avis est par les présentes donné que le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de vingt-quatre cents et trois quarts (0,2475 \$) canadiens par action sur les actions ordinaires en circulation, payable le 26 janvier 2009 aux porteurs inscrits à la fermeture des registres le 24 décembre 2008. Ce dividende est un dividende déterminé en vertu du paragraphe 89 (14) de la Loi de l'impôt sur le revenu.

Par ordre du conseil

Karen L. Fleming
Secrétaire générale

Calgary, Alberta, le 16 décembre 2008

SOUMISSIONS PUBLIQUES

Service d'installation des horaires d'Infobus

Documents disponibles : système électronique d'appel d'offres (SEAO) : <https://www.seao.ca/index.aspx> ou au 1-866-669-7326, à partir du **vendredi 12 décembre 2008**.

Information : (514) 280-4644.
Dépôt des soumissions : STM, 800, de La Gauchetière O., bur. 8100, portail Nord-Est, Montréal, au plus tard le **vendredi 16 janvier 2009 à 15 h**. Ouverture publique suivra.

Garantie de soumission : chèque visé, cautionnement de soumission ou lettre de garantie irrévocable au montant 5 000 \$. La STM ne s'engage à accepter, ni la plus favorable, ni aucune des soumissions.

Référence : STM-3583-10-08-25

Christian Portelance
Secrétaire général adjoint



AVIS DE CORRECTION DE - Best Buy

À notre précieuse clientèle: Nous sommes désolés des inconvénients qu'aurait pu causer toute erreur dans notre circulaire du: 5 décembre - 11 décembre. Produit: Imprimante tout-en-un Lexmark X5690. Veuillez noter qu'à la page 33 de la circulaire du 5 décembre, l'imprimante tout-en-un de Brother modèle MFC-465CN (No WEB 10093505) a été annoncée par erreur. En fait, le bon produit est l'imprimante Lexmark X5690 4-en-1 (No WEB 10108055). UGS:10108055 3602159

Appel d'offres

Montréal

Des soumissions, sous pli cacheté, sont reçues au Bureau du citoyen de l'arrondissement de Saint-Laurent, 777, boulevard Marcel-Laurin, Saint-Laurent (Québec) H4M 2M7, jusqu'au **lundi, le 12 janvier 2009 à 11 h**, pour les :

08-072 Travaux d'abattage et d'essouchement d'arbres (3 ans)

Un dépôt non-remboursable payable comptant, par carte de crédit ou par chèque visé est exigé pour l'obtention des documents de soumission. Ce dépôt est fixé à 50\$ pièce.

Les formules, les conditions des soumissions et les devis peuvent être obtenus au Bureau du citoyen, 777, boulevard Marcel-Laurin, Saint-Laurent, de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h à 16 h 30, à compter du lundi, le 15 décembre 2008 à 9 h.

Les soumissions sont ouvertes **publiquement** à la salle du Conseil, 777, boulevard Marcel-Laurin, Saint-Laurent (Québec), **lundi, le 12 janvier 2009 à 11 h**. Le Conseil n'est pas tenu d'accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions présentées.

Pour toute information supplémentaire concernant cet appel d'offres, veuillez communiquer avec Johanne Dauphinais au (514) 855-6000 poste 4587. Cybèle Kahalé, avocate Secrétaire du Conseil d'arrondissement Le 12 décembre 2008

MÉTÉO

TOUTE LA MÉTÉO SUR CYBERPRESSE.CA/METEO

MONTRÉAL ET LA RÉGION

AUJOURD'HUI
5 à 10 cm de neige en matinée, possibilité d'averses de neige en après-midi. Vents du nord-est à 20km/h tournant de l'ouest à 25km/h. Probabilité de précipitations: 90 %.

CETTE NUIT
Passages nuageux. Vents de l'ouest de 25km/h à 20km/h. Probabilité de précipitations: 10 %.

DEMAIN
Généralement ensoleillé. Probabilité de précipitations: 0 %.

DIMANCHE
Nuageux avec percées de soleil. Probabilité de précipitations: 30 %.

AUJOURD'HUI

PRÉVISIONS RÉGIONALES

Baie-Comeau	10+cm	-1 -14
Gatineau	Ave neige	-6 -19
La Tuque	3-5cm	-8 -20
Maniwaki	Éclaircies	-8 -24
Mont-Tremblant	Faib neige	-9 -23
Québec	10+cm	-4 -17
Rimouski	10+cm	1 -11
Saguenay	10+cm	-8 -19
Sainte-Agathe	1-3cm	-5 -23
Sherbrooke	Grésil	-3 -17
Thetford Mines	10+cm	-4 -17
Trois-Rivières	10+cm	-5 -15
Val-d'Or	Variable	-17 -25

AU PAYS

Calgary	5-10cm	-3 -23
Charlottetown	Pluie	13 -4
Edmonton	Ave neige	-3 -26
Fredericton	Pluie	13 -10
Halifax	Pluie	13 -6
Ottawa	Ave neige	-7 -18
Regina	Ave neige	-3 -25
Saint-Jean	Grésil	11 8
Saskatoon	Ave neige	-2 -28
Toronto	Ave neige	-3 -12
Vancouver	Pluie	3 -2
Whitehorse	Ave neige	-11 -23
Winnipeg	Faib neige	-9 -24
Yellowknife	Ensoleillé	-30 -37

LE MONDE

Bruxelles	Beau	3 2
Lisbonne	Pluie	12 11
Londres	Éclaircies	9 -2
Los Angeles	Beau	19 8
Madrid	Pluie	9 4
Mexico	Soleil	19 4
Moscou	Variable	-1 -4
Paris	Beau	3 1
Pékin	Nuageux	3 -1
Port-au-Prince	Beau	34 22
Rio de Janeiro	Pluie	24 24
Rome	Pluie	13 10
Tokyo	Variable	13 10
Washington	Averses	4 -1

AU SOLEIL

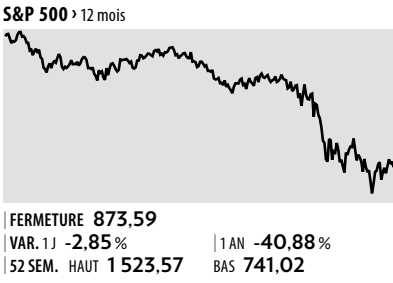
Acapulco	Soleil	31 24
Cuba	Beau	23 14
Key West	Variable	21 15
Martinique	Beau	29 22
Miami	Beau	21 12
Orlando	Beau	17 5
Rép. dominicaine	Beau	28 23
Riviera Maya	Nuageux	24 17

AFFAIRES

Boston	Pluie	3 -6
Chicago	Beau	-6 -9
New York	Plu et nei	4 -3
San Francisco	Variable	15 10

LES BOURSES

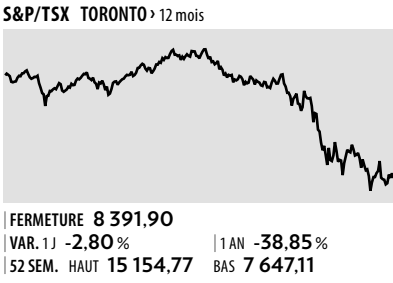
> ÉTATS-UNIS



> DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION 1 J	
	(\$)	(%)	
Brazil Bovespa (Brésil)	38 519,07	-485,33	-1,24
CAC 40 (France)	3 306,13	-14,18	-0,43
DAX (Allemagne)	4 767,20	-37,68	-0,78
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	2 141,87	-15,77	-0,73
FTSE 100 (Angleterre)	4 388,69	21,41	0,49
Hang Seng (Hong Kong)	15 613,90	36,16	0,23
Mexico Bolsa (Mexique)	21 408,35	-281,49	-1,30
Milan MIB30 (Italie)	20 451,00	-125,00	-0,61
NIKKEI 225 (Japon)	8 720,55	60,31	0,70
S&P/ASX 200 (Australie)	3 598,00	-42,70	-1,17
Shanghai (Chine)	2 031,68	-47,44	-2,28
Swiss Market (Suisse)	5 729,85	-22,06	-0,38

> CANADA



	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
ISHARES CDN S&P/T (XIU)	16 626 675	12,82	-3,25
TECK COMINCO/B (TCK.B)	12 728 709	5,27	9,11
YAMANA GOLD (YRI)	13 856 363	7,30	1,96
HORIZONS BETAPRO (HOU)	12 127 031	3,54	15,31
BCE (BCE)	11 264 518	22,03	-4,30
GILDAN ACTIVEWEAR (GIL)	6 438 184	11,60	-34,65
HORIZONS BETAPRO (HGU)	6 197 636	9,95	-5,42
BOMBARDIER/B (BBD.B)	5 989 353	4,08	-3,09
BANQUE ROYALE (RY)	5 932 173	33,96	-3,66
TALISMAN ENERGY (TLM)	5 700 000	11,55	-1,20
KINROSS GOLD (K)	5 615 002	19,32	-6,26
ELDORADO GOLD (ELD)	5 603 378	7,29	-6,54
GOLDCORP (G)	5 298 457	33,60	-2,61
SUNCOR ENERGY (SU)	5 268 622	25,97	-2,73
BARRICK GOLD (ABX)	5 230 000	37,90	-1,56
OILEXCO INCORPORA (OIL)	5 200 345	2,21	-1,78

TITRES GAGNANTS

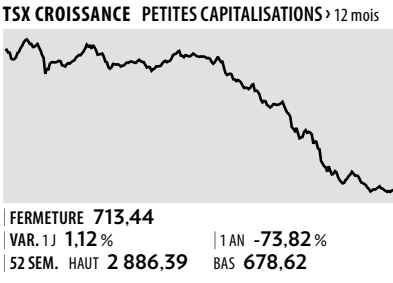
EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
ACE AVIATION/A (ACE.A)	1 740 472	6,63	100,91
ACE AVIATION/B (ACE.B)	1 102 307	6,57	96,71
VIRGINIA MINES (VGO)	150 740	2,99	29,44
DETOUR GOLD (DGC)	380 033	5,30	17,78
FNX MINING (FNX)	1 300 854	3,14	16,73

EN \$	VOLUME	FERM (\$)	VAR (\$)
ACE AVIATION/A (ACE.A)	1 740 472	6,63	3,33
ACE AVIATION/B (ACE.B)	1 102 307	6,57	3,23
OIL SANDS SPLIT T (OST.U)	1 201	91,09	2,99
HORIZONS BETAPRO (HFD)	91 481	39,69	2,78
HORIZONS BETA NA. (HOD)	67 060	39,38	2,38

TITRES PERDANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
GILDAN ACTIVEWEAR (GIL)	6 438 184	11,60	-34,65
LULULEMON ATH. (LLL)	370 599	8,80	-33,08
METALORE RES. (MET)	4 100	4,25	-22,02
R SPLIT III (ABS)	5 200	4,55	-20,04
EUROPEAN GOLDF. (EGU)	685 207	2,00	-18,37

EN \$	VOLUME	FERM (\$)	VAR (\$)
HORIZONS BETAPRO (HOD)	1 296 110	37,72	-7,28
POTASH CORP OF SA (POT)	2 431 692	81,00	-6,60
GILDAN ACTIVEWEAR (GIL)	6 438 184	11,60	-6,15
LULULEMON ATH. (LLL)	370 599	8,80	-4,35
MAGNA INTERN/A (MG.A)	349 750	35,57	-3,93



PLUS ACTIFS	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
CHALK MEDIA (CKM)	28 980 556	0,13	188,89
GOLD WHEATON GOLD (GLW)	7 475 100	0,23	-16,67
PHOSCAN CHEMICAL (FOS)	7 442 000	0,26	18,61
HY-DRIVE TECHN. (HGS)	6 447 323	0,17	0,00
BRIDGE RESOURCES (BUK)	4 133 275	0,37	-2,63
MAGINDUSTRIES (MAA)	3 662 734	0,29	50,00
CONTACT EXPL. (CEX)	3 099 263	0,06	-8,33
SILVERSTONE RES. (SST)	2 812 660	0,43	8,86
TRIBUTE MINERALS (TBM)	2 615 000	0,01	-50,00
NIORGOLD MINING (NOX)	1 997 000	0,06	-8,33

CONSULTEZ les cotes
boursières en tout temps
sur lapresseaffaires.com

CANADA LPA 100 (QUOTIDIEN)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

	FERMETURE (\$)		VARIATION 1 J (\$)	(%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. B. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	BAS	DIV. ANN.
SERVICES PUBLICS	1 441,76	pts		-0,13		-27,41				
▲ Borexal (BLX)	7,14	0,14	2,00	1 406	-58,61	269	18,79	5,06	0,00	
Canadian Utilities (CU)	39,35	-0,11	-0,28	610	-15,19	4 919	51,80	33,11	1,33	
TransAlta (TA)	21,94	-0,11	-0,50	5 140	-34,21	4 336	38,10	20,00	1,08	
▼ Fortis (FTS)	25,05	-0,30	-1,18	3 159	-13,59	3 941	29,94	20,70	1,04	
▼ Innergex (IEFU)	9,02	-0,19	-2,06	738	-24,14	265	13,23	8,00	1,00	
▼ Gaz Métro (GZM.U)	12,64	-0,38	-2,92	363	-22,64	1 523	16,34	12,20	1,24	
SANTÉ	256,98	pts		-0,76		-33,22				
▲ Atrium (ATB)	13,05	0,26	2,03	2 457	-37,11	423	22,35	9,60	0,00	
▲ MDS (MDS)	8,16	0,16	2,00	2 222	-57,48	980	20,88	6,82	0,00	
▼ Biovail (BVF)	11,30	-0,17	-1,48	4 354	-15,42	1 793	15,14	7,84	1,54	
▼ Theratechnologies (TH)	1,65	-0,13	-7,30	437	-84,84	96	12,00	1,05	0,00	
CONSOMMATION COURANTE	1 382,76	pts		-1,41		-12,55				
▲ Lassonde (LAS.A)	33,00	0,98	3,06	35	-18,54	220	49,99	31,00	0,86	
Metro (MRU.A)	34,90	0,14	0,40	3 810	32,45	3 848	35,42	21,00	0,50	
Jean Coutu (PJ.C.A)	7,79	0,02	0,26	1 968	-30,26	1 851	13,38	6,01	0,16	
Molson (TPX.A)	51,19	0,00	0,00	0	-3,42	1 371	58,87	41,01	0,81	
Couche-Tard (ATD.B)	13,29	-0,08	-0,60	2 608	-27,34	2 553	18,72	10,11	0,14	
▼ Shoppers Drug Mart (SC)	45,54	-0,83	-1,79	5 790	-14,50	9 887	58,23	41,39	0,86	
▼ Saputo (SAP)	21,40	-0,60	-2,73	2 990	-28,26	4 426	30,82	21,22	0,56	
▼ Loblaw (L)	34,00	-1,05	-3,00	7 018	0,09	9 322	35,85	26,11	0,84	
▼ Weston (George) (WN)	59,16	-3,24	-5,19	1 324	9,25	7 636	64,45	41,83	1,44	
ÉNERGIE	2 095,23	pts		-1,64		-36,93				
▲ Can Natural Res. (CNQ)	44,75	2,10	4,92	45 651	-38,34	24 205	111,30	34,19	0,40	
▲ Nexen (NXY)	22,04	0,31	1,43	35 705	-31,34	11 459	43,45	13,33	0,20	
Enbridge (ENB)	39,04	0,04	0,10	16 504	-2,42	14 529	46,27	33,10	1,48	
Petro-Canada (PCA)	28,98	-0,02	-0,07	28 998	-45,58	14 041	61,85	20,01	0,80	
Penn West Energy (PWT.U)	14,02	-0,03	-0,21	11 163	-45,74	5 389	35,60	12,93	4,08	
Pengrowth Energy (PGF.U)	9,80	-0,05	-0,51	5 227	-44,38	2 495	21,56	8,55	2,70	
Transcanada (TRP)	32,64	-0,17	-0,52	18 482	-19,49	19 967	40,97	29,42	1,44	
Arc Energy (AET.U)	17,30	-0,10	-0,58	13 766	-15,20	3 724	34,47	14,14	1,80	
▼ Talisman Energy (TLM)	11,55	-0,14	-1,20	57 033	-37,19	11 767	25,40	8,28	0,20	
▼ Imperial Oil (IMO)	41,38	-0,87	-2,06	10 488	-24,24	35 931	62,54	28,79	0,40	
▼ Suncor Energy (SU)	25,97	-0,73	-2,73	53 672	-51,87	24 284	73,10	18,80	0,20	
▼ Husky Energy (HSE)	31,16	-1,08	-3,35	11 962	-30,12	26 465	54,24	26,50	2,00	
▼ Enerplus Res. (ERFU)	24,20	-0,97	-3,85	5 633	-39,30	4 001	49,85	22,01	4,56	
▼ Canadian Oil Sands (COS.U)	21,51	-0,95	-4,23	22 887	-44,43	10 358	55,25	18,18	3,00	
▼ Cameco (CCO)	21,06	-1,00	-4,53	15 006	-46,78	7 701	44,38	14,33	0,24	
▼ EnCana (ECA)	55,22	-4,42	-7,41	44 271	-18,19	41 406	97,81	41,36	1,65	
INDUSTRIELLES	864,21	pts		-2,43		-31,07				
▲ ACE Aviation (ACE.A)	6,63	3,33	100,91	17 405	-76,61	231	29,00	2,42	0,00	
▲ Genivar (GNV.U)	22,80	1,12	5,17	1 006	-13,31	326	29,21	16,50	1,50	
▲ Velan (VLN)	11,25	0,26	2,37	105	-26,23	252	15,90	10,00	0,32	
▲ CAE (CAE)	6,80	0,14	2,10	6 407	-48,91	1 733	13,95	5,62	0,12	
▲ Transat (TRZ.B)	7,79	0,13	1,70	708	-77,74	254	40,25	6,72	0,36	
▲ Transcontinental (TCL.A)	11,25	0,15	1,35	1 974	-28,53	906	20,81	9,11	0,32	
Stella-Jones (SJ)	16,62	0,12	0,73	25	-59,46	209	43,24	14,30	0,36	
SNC-Lavalin (SNC)	38,10	0,00	0,00	8 580	-20,86	5 742	61,95	26,00	0,48	
Canadien Pacifique (CP)	41,40	-0,13	-0,31	9 011	-35,53	6 368	75,00	34,24	0,99	
Transforce (TFI)	4,66	-0,03	-0,64	513	-49,57	404	9,52	4,23	0,40	
▼ Laperr. & Verreault (GLV.A)	6,53	-0,07	-1,06	143	-46,74	175	15,37	3,76	0,00	
▼ Quinc. Richelieu (RCH)	15,61	-0,39	-2,44	27	-35,39	347	24,49	13,60	0,32	
▼ Bombardier (BBD.B)	4,08	-0,13	-3,09	61 439	-31,53	7 133	8,97	3,17	0,10	
▼ Gardia (GW)	1,18	-0,04	-3,28	2 518	-92,33	37	18,96	0,75	0,00	
▼ Canadian National (CNR)	41,73	-2,49	-5,63	17 802	-10,55	19 530	58,44	39,24	0,92	
TÉLÉCOMS	661,83	pts		-2,83		-33,34				
▼ Rogers (RCL.B)	33,97	-0,63	-1,82	11 722	-24,49	21 991	46,46	29,00	1,00	
▼ Telus (T)	34,80	-0,93	-2,60	16 788	-29,61	10 601	49,90	33,80	1,90	
▼ BCE (BCE)	22,03	-0,99	-4,30	114 506	-44,44	17 761	40,29	21,31	0,00	
MATÉRIAUX	1 934,84	pts		-3,31		-37,72				
▲ Teck Cominco (TCK.B)	5,27	0,44	9,11	153 444	-85,13	2 596	52,90	3,35	0,00	
▲ Osisko (OSK)	2,87	0,16	5,90	6 541	-51,36	475	6,56	1,40	0,00	
▲ Canam (CAM)	6,46	0,25	4,03	625	-54,35	303	14,34	3,73	0,16	
▼ Barrick (ABX)	37,90	-0,60	-1,56	52 345	-9,29	33 060	54,11	22,00	0,40	
▼ Cascades (CAS)	3,38	-0,09	-2,59	1 216	-59,95	334	9,00	3,00	0,16	
▼ Goldcorp (G)	33,60	-0,90	-2,61	53 753	-0,59	24 489	52,48	17,77	0,19	
▼ Tembec (TMB)	1,07	-0,07	-6,14	647	-82,88	107	13,87	0,67	0,00	
▼ Semafo (SMF)	1,32	-0,10	-7,04	30 718	30,69	282	1,72	0,73	0,00	
▼ Potash (POT)	81,00	-6,60	-7,53	24 640	-43,55	24 440	246,29	61,81	0,41	
▼ Domtar (UFX)	2,10	-0,20	-8,70	454	-72,51	49	8,27	1,17	0,00	
FINANCE	1 051,69	pts		-3,63		-43,41				
Great-West (GWO)	20,30	0,10	0,50	14 455	-42,93	18 180	37,00	19,36	1,23	
Power Corporation (POW)	20,25	0,00	0,00	9 901	-49,54	9 242	41,45	19,11	1,16	
Sun Life (SLF)	24,00	-0,07	-0,29	14 547	-56,92	13 433	55,99	19,38	1,44	
▼ Banque Laurentienne (LB)	34,90	-0,40	-1,73	909	4,96	832	44,85	30,73	1,36	
▼ Financière Power (PWF)	21,87	-0,43	-1,93	7 857	-46,36	15 421	42,49	21,00	1,40	
▼ ING Canada (IIC)	30,03	-0,87	-2,82	797	-24,21	3 601	43,04	26,03	1,24	
▼ IGM Financial (IGM)	30,10	-0,89	-2,87	1 730	-39,84	7 899	52,39	28,51	2,05	
▼ Banque Scotia (BNS)	30,26	-0,98	-3,14	29 948	-39,82	30 016	53,18	28,83	1,96	
▼ Banque de Montréal (BMO)	33,14	-1,12	-3,27	17 682	-41,17	16 770	61,39	29,10	2,80	
▼ Banque CIBC (CM)	48,00	-1,65	-3,32	19 180	-31,96	18 278	83,00	39,52	3,48	
▼ Banque Royale (RY)	33,96	-1,29	-3,66	60 735	-33,07	45 549	53,67	33,39	2,00	
▼ Riocan Reit (REIU)	13,05	-0,63	-6,61	6 470	-40,19	2 877	22,85	12,10	1,38	
▼ Banque TD (TD)	40,49	-2,01	-4,73	35 102	-41,74	32 845	74,27	38,33	2,44	
▼ Financière Manuvie (MFC)	18,98	-0,97	-4,86	48 136	-53,22	30 555	42,14	16,28	1,04	
▼ Ind. Alliance (IAG)	20,14	-1,99	-8,99	2 860	-52,70	1 618	43,40	20,00	0,98	
▼ Brookfield Asset (BAM.A)	17,46	-1,74	-9,06	6 789	-49,33	10 065	37,74	14,93	0,54	
▼ Banque Nationale (NA)	29,81	-3,10	-9,42	28 174	-42,99	4 759	55,39	28,88	2,48	
TECHNOLOGIES	170,56	pts		-4,05		-56,79				
▲ Exfo (EXF)	3,38	0,08	2,42	346	-31,72	227	6,19	2,46	0,00	
▼ Nortel Networks (NT)	0,48	-0,02	-3,06	63 325	-96,83	236	17,37	0,46	0,00	
▼ CGI (GIB.A)	9,05	-0,32	-3,42	8 887	-21,92	2 489	12,02	8,30	0,00	
▼ Research in Motion (RIM)	46,59	-1,99	-4,10	17 071	-58,61	26 367	150,30	44,23	0,00	
CONSOMMATION AUTRE	737,06	pts		-4,96		-43,10				
▲ TVA (TVA.B)	6,99	0,68	10,78	46	-51,86	168	17,50	6,20	0,20	
▲ Uni-Select (UNS)	24,99	1,24	5,22	96	-20,47	492	31,50	18,20	0,43	
▲ Le Château (CTU.A)	7,14	0,29	4,23	162	-49,91	200	15,18	6,31	0,70	
▲ Reitmans (RET.A)	9,59	0,23	2,46	1 046	-50,03	668	19,89	8,09	0,72	
▲ Cogeco Câble (CCA)	30,45	0,17	0,56	1 009	-36,31	1 478	48,82	26,08	0,48	
▼ Quebecor (QBR.B)	14,57	-0,18	-1,22	3 874	-59,25	942	38,56	13,80	0,20	
▼ Pages Jaunes (YLO.U)	6,22	-0,08	-1,27	17 124	-55,25	3 183	14,09	6,11	1,17	
▼ BMTCT (GBT.A)	18,50	-0,25	-1,33	13	-18,50	504	22,80	15,02	0,36	
▼ Dorel (DIL.B)	22,56	-0,32	-1,40	1 193	-23,27	755	36,50	20,51	0,50	
▼ Canadian Tire-A (CTC.A)	40,25	-0,75	-1,83	2 611	-45,76	3 304	73,36	36,56	0,84	
▼ Astral Media (ACM.A)	20,98	-0,42	-1,96	1 150	-55,02	1 178	46,95	20,80	0,50	
▼ Shaw (SJR.B)	20,80	-0,53	-2,49	8 753	-12,01	8 873	25,65	17,00	0,80	
▼ Rona (RON)	11,19	-0,33	-2,87	3 776	-34,37	1 296	17,86	10,03	0,00	
▼ Thomson Reuters (TRI)	31,61	-1,53	-4,62	12 629	-21,54	25 025	40,83	24,83	1,10	
▼ Magna (MG.A)	35,57	-3,93	-9,95	3 616	-55,64	3 997	82,59	29,13	0,73	
▼ Gildan (GIL)	51,19	0,00	0,00	68 006	-3,42	1 362	42,73	9,51	0,00	

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

DENRÉES			
	FERMETURE	VARIATION (%) 1 JOUR	1 AN
Blé (SUS/boisseau)	491,25	-0,25	-45,05
Cacao (SUS/livre)	1,09	0,76	8,84
Café (SUS/livre)	111,05	2,40	-14,64
Maïs (SUS/boisseau)	338,00	3,44	-16,85
Soya (SUS/boisseau)	856,50	3,26	-24,57
Sucre (SUS/livre)	11,89	2,32	15,44

ÉNERGIE			
	FERMETURE	VARIATION (%) 1 JOUR	1 AN
Essence (SUS/gallon)	1,06	9,90	-53,54
Gaz naturel (SUS/gigagoule)	5,56	-2,15	-21,47
Mazout (SUS/gallon)	1,50	6,67	-40,70

Source : New York Mercantile Exchange (NYMEX)

MÉTaux			
	FERMETURE	VARIATION (%) 1 JOUR	1 AN
Aluminium (SUS/livre)	0,66	-0,03	-39,23
Argent (SUS/once)	10,38	2,12	-29,36
Cuivre (SUS/livre)	1,44	1,94	-52,60
Étain (SUS/livre)	5,44	1,70	-26,83
Nickel (SUS/livre)	4,23	1,41	-63,84
Palladium (SUS/once)	183,50	-0,84	-47,18
Platine (SUS/once)	838,00	-0,24	-42,89
Plomb (SUS/livre)	0,44	0,26	-61,50
Uranium (SUS/livre)	54,00	0,00	-40,33
Zinc (SUS/livre)	0,49	-0,64	-53,82

Source : London Metal Exchange

LES OBLIGATIONS					
	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND.	VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA					
Canada	5,50	01-06-2009	101,97	1,21	-0,01
Canada	9,50	01-06-2010	111,70	1,37	-0,02
Canada	9,00	01-03-2011	116,01	1,59	0,01
Canada	6,00	01-06-2011	110,55	1,60	0,04
Canada	10,25	15-03-2014	139,06	2,30	0,25
Canada	9,75	01-06-2021	162,27	3,52	0,19
Canada	8,00	01-06-2023	148,42	3,65	0,15
Canada	8,00	01-06-2027	154,29	3,86	0,18
Canada	5,75	01-06-2029	126,51	3,86	0,15

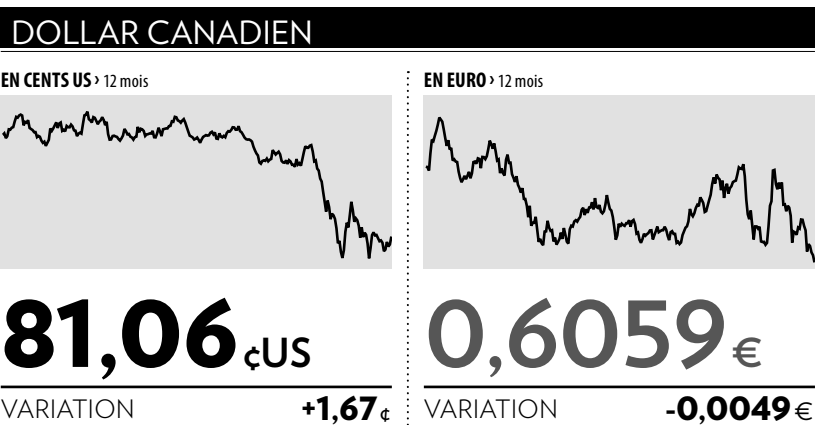
LES PROVINCES					
Hydro Québec	11,00	15-08-2020	153,12	4,94	-0,13
Manitoba	7,75	22-12-2025	127,08	5,31	-0,03
New Brunswick	6,00	27-12-2017	110,89	4,51	-0,09
Newfoundland	6,15	17-04-2028	110,42	5,28	-0,03
Nova Scotia	6,60	01-06-2027	114,93	5,31	-0,03
Ontario	6,25	25-08-2028	112,14	5,25	-0,03
Ontario Hydro	7,45	31-03-2013	115,82	3,44	0,28
Ontario Hydro	8,50	26-05-2025	136,00	5,21	-0,03
Ontario Hydro	8,25	22-06-2026	134,60	5,21	-0,03
P E I	8,50	27-10-2015	125,45	4,19	-0,07
Québec	6,00	01-10-2029	108,47	5,32	-0,09

LES CORPORATIONS					
Bell Canada	7,00	24-09-2027	83,58	8,80	3,89
Bombardier	7,35	22-12-2026	76,50	10,23	0,00
Cons Gas	6,10	19-05-2028	92,07	6,84	0,10
Gtaa	6,45	03-12-2027	88,80	7,57	-0,82
Investors Gr	6,65	13-12-2027	86,32	8,07	0,09
Wstcoast Ene	6,75	15-12-2027	92,26	7,52	0,10

TAUX D'INTÉRÊT			
	FERMETURE	RENDEMENT SEMAINE	ANNÉE
CANADA			
Taux d'escompte	1,75	-0,75	-2,75
Taux préférentiel	3,50	-0,50	-2,50
Fonds à un jour	1,50	-0,75	-2,75
Bons du Trésor (3 mois)	1,22	-0,17	-2,63
Obligations (2 ans)	1,50	-0,03	-2,14
Obligations (10 ans)	3,07	0,02	-0,86

ÉTATS-UNIS			
Taux d'escompte	1,25	0,00	-3,50
Taux préférentiel	4,00	0,00	-3,25
Fed funds	1,00	0,00	-3,25
Bons du trésor (3 mois)	0,01	0,00	-2,89
Obligations (2 ans)	0,78	-0,03	-2,13
Obligations (10 ans)	2,60	0,05	-1,37

OR			
New York			
824,90 \$US			
Variation	1 JOUR	+17,80 \$US	
Variation	1 SEMAINE	+8,00 \$US	
Variation	1 AN	+1,66 \$US	



81,06 ¢US

VARIATION +1,67 ¢

0,6059 €

VARIATION -0,0049 €

SOMME REQUISE POUR ACHETER

Un dollar US 123,37 ¢

SOMME REQUISE POUR ACHETER

Un euro 1,6505 \$

LES DEVISES DANS LE MONDE		
Afrique du Sud	1 \$ vaut	8,10 rands
Australie	1 \$ vaut	1,20 dollar
Brésil	1 \$ vaut	1,90 real
Chine	1 \$ vaut	5,54 renminbis
Grande-Bretagne	1 \$ vaut	0,54 livre
Hong-Kong	1 \$ vaut	6,27 dollars
Inde	1 \$ vaut	39,22 roupies
Israël	1 \$ vaut	3,14 nouveaux shekels
Japon	1 \$ vaut	74,02 yens
Liban	1 \$ vaut	1 762,43 livres
Mexique	1 \$ vaut	10,73 pesos
Norvège	1 \$ vaut	5,55 couronnes
Nouvelle-Zélande	1 \$ vaut	1,47 dollar
Russie	1 \$ vaut	22,40 roubles
Suède	1 \$ vaut	6,43 couronnes
Suisse	1 \$ vaut	0,96 franc

ACTIFS DE RIO TINTO

Ironore et Diavik pourraient être vendus

PHILIPPE MERCURE

Ironore Company of Canada et Diavik figurent sur la liste des actifs dont Rio Tinto pourrait se départir, estiment certains analystes.

Les signes «à vendre» n'ont pas encore été installés que les analystes ont déjà commencé à spéculer sur les mines et les usines que Rio Tinto pourrait tenter de liquider. Le géant minier a annoncé mercredi qu'il cherchait à vendre des «actifs significatifs» pour réduire de 10 milliards US d'ici la fin de 2009 son imposante dette de 38,9 milliards US, dont la majeure partie a été contractée lors de l'achat d'Alcan en 2007.

«Ironore Company of Canada n'est pas un actif prioritaire pour Rio Tinto», a tranché un analyste en entrevue à *La Presse Affaires*, qui croit toutefois qu'il sera difficile à vendre avec la crise économique et financière actuelle.

Ironore Company of Canada est le plus important producteur de minerai de fer au Canada et emploie 1500 travailleurs au Labrador et 500 à Sept-Îles. L'entreprise, dont le siège social est à Montréal, est détenue à 59 % par Rio Tinto.

Quant à Diavik, il s'agit d'une

« Ce que je peux vous dire, c'est que nous allons regarder en particulier les actifs que nous possédons en partenariat avec d'autres. »

mine de diamants dans les Territoires-du-Nord-Ouest qui devrait entrer en exploitation l'an prochain. Rio Tinto détient 60 % de l'entreprise.

Rio Tinto n'a pas voulu identifier les actifs qui pourraient être liquidés. « Ce que je peux vous dire, c'est que nous allons regarder en particulier les actifs

que nous possédons en partenariat avec d'autres », a cependant affirmé à *La Presse Affaires* Dick Evans, chef de la direction de Rio Tinto Alcan et membre du conseil d'administration du grand groupe Rio Tinto.

Tant Ironore que Diavik ont annoncé mercredi d'importantes

minium du Québec et de la Colombie-Britannique, les analystes sont unanimes: il serait surprenant que Rio Tinto les mette en vente. Le grand patron, Dick Evans, a aussi affirmé que le scénario était «très improbable».

En fait, les plus principaux actifs dont Rio Tinto pourrait se départir sont situés à l'extérieur du Canada. Des analystes de Merrill Lynch & Co., cités hier par l'agence Bloomberg, croient que l'entreprise tentera de vendre sa participation de 68 % dans Energy Resources of Australia (un important producteur d'uranium) et celle de 75 % dans Coal & Allied Industries (un producteur de charbon d'Australie).

Ils estiment que Rio Tinto pourrait aussi vendre à une entreprise chinoise sa participation de 13 % dans la mine

Grasberg, en Indonésie, l'une des plus grandes mines d'or et de cuivre du monde.

Le grand rival de Rio Tinto, BHP, a fait savoir hier qu'il était «très intéressé» à acquérir la participation de 30 % de Rio Tinto dans la plus grosse mine de cuivre au monde, celle d'Escondida, au Chili, selon le journal brésilien *Valor Economico*.

«BHP (...) pourrait récolter certains des meilleurs actifs de Rio», a dit Sean Corrigan, chef de l'investissement chez Diapason Commodities Management, à Bloomberg.

Joint par *La Presse Affaires* hier à New York, l'analyste Charles Bradford, de Bradford Research-Soleil Securities, croit cependant qu'il sera très difficile pour Rio Tinto d'écouler des actifs actuellement. «C'est un très mauvais moment pour vendre, dit-il. Les marchés ne sont tout simplement pas là.»

Bank of America supprimera jusqu'à 35 000 postes

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Bank of America a annoncé hier qu'elle comptait supprimer de 30 000 à 35 000 postes dans les trois ans, à la suite du rachat de la banque d'affaires Merrill Lynch et en raison du «mauvais climat économique».

«Les réductions (d'effectifs) toucheront les deux sociétés, et toutes les activités», a précisé la banque de Charlotte, en Caroline du Nord, dans un communiqué.

Il s'agit ainsi d'éviter les doublons entre les activités des deux banques et de «réfléter le climat récessionnaire actuel».

Bank of America précise qu'il faudra attendre au début de 2009 pour avoir une idée plus précise du nombre de postes supprimés.

Les actionnaires des deux banques ont approuvé la semaine dernière la fusion annoncée le 15 septembre. Merrill Lynch avait alors dû accepter son rachat pour éviter de connaître le même sort que sa concurrente Lehman Brothers, qui a dû déposer ce jour-là son bilan et a été depuis complètement démantelée.

Ce mariage historique, qui

devrait être conclu le 1^{er} janvier, va donner naissance à un géant américain de la finance, doté de plus de 960 milliards US de dépôts, devant l'actuel numéro un JP Morgan Chase, qui dispose de 900 milliards US.

De grosses réductions d'effectifs étaient attendues, mais la presse spéculait jusqu'à présent qu'elles ne dépasseraient pas les 30 000 suppressions de postes.

Bank of America précise qu'elle espère «le plus possible» de départs naturels non remplacés, mais promet des indemnités à ceux qui seront licenciés.

La banque, dont le titre regagnait 1,88 %, à 15,19 \$US dans les échanges électroniques après avoir perdu 10,67 % durant la séance, s'est employée à rassurer sur sa santé à l'occasion de cette annonce.

Bank of America bénéficie de la volonté des Américains de privilégier les banques les plus solides, «attirant les dépôts et de nouvelles clientèles». Comme le souhaite le gouvernement, elle «continue activement à émettre des prêts dans toutes sa gamme de produits de crédit», a-t-elle assuré.

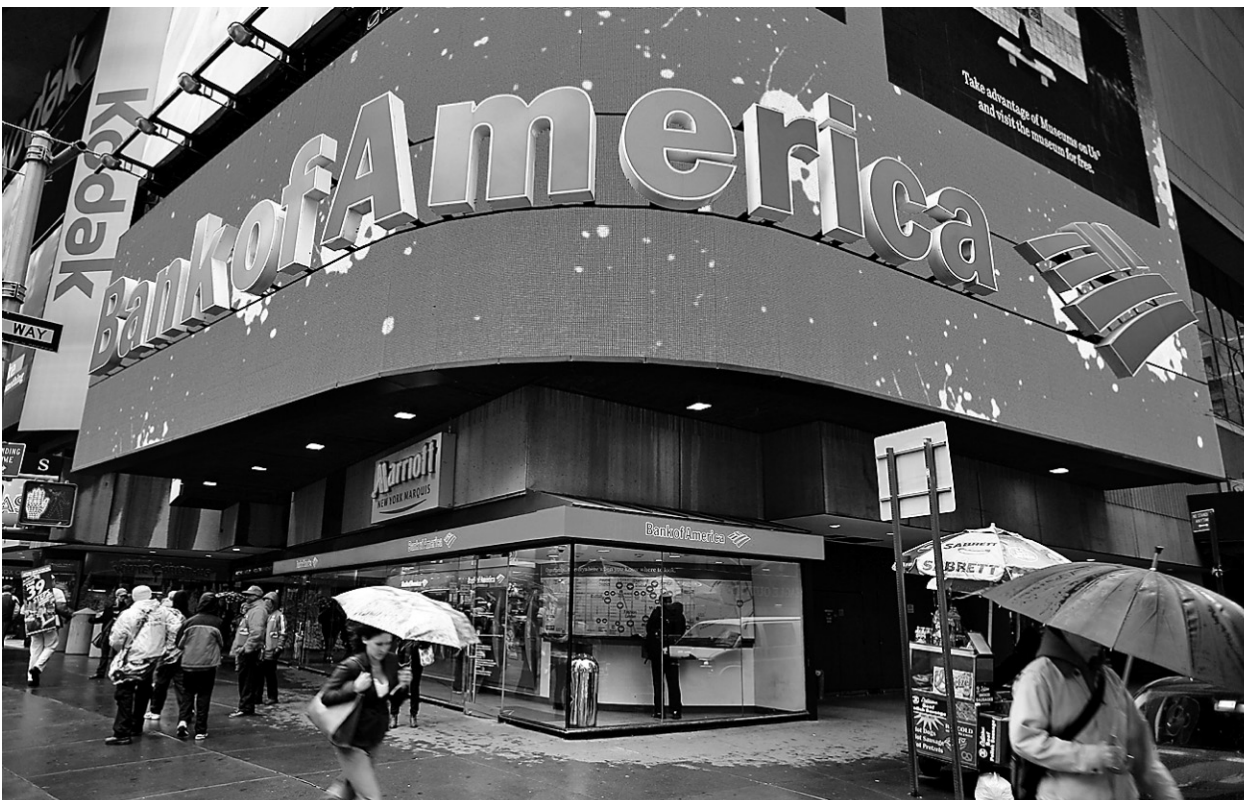


PHOTO CRAIG RUTTLE. ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

Bank of America précise qu'il faudra attendre au début de 2009 pour avoir une idée plus précise du nombre de postes qui seront supprimés.

La Bourse de Toronto affectée par BCE

REVUE BOURSIÈRE

LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Les marchés de la Bourse de Toronto ont fermé en forte baisse, hier, le secteur de l'énergie ayant rendu les gains réalisés plus tôt dans la journée et les actions du secteur des télécommunications ayant chuté à la suite de l'annonce du retrait de l'offre de rachat du géant BCE par le groupe d'investisseurs dirigé par Teachers'. L'indice composite S&P/TSX de la Bourse de Toronto a chuté de 242,1 points, ou 2,8 %, pour terminer la journée à 8391,90 points.

Le dollar canadien a quant à lui avancé de 1,67 cent US, à 81,06 cents US, tandis que la devise américaine perdait de la valeur.

La Bourse de croissance de Toronto a gagné 7,9 points et clôturé la journée à 713,44.

Les marchés new-yorkais ont également cédé du terrain, pris d'une vague de pessimisme face aux chances qu'a le plan de sauvetage pour les constructeurs automobiles d'être approuvé par le Sénat.

La moyenne Dow Jones des valeurs industrielles a chuté de 196,33 points, à 8565,09, alors que l'indice composite NASDAQ a perdu 57,6 points, à 1507,88. L'indice de référence S&P500 a baissé de 25,65 points, à 873,59.

Les espoirs de General Motors et de Chrysler de se voir allouer un prêt de 14 milliards US par le gouvernement américain ont été malmenés hier, puisque l'opposition au plan de relance s'est faite plus marquée, tant du côté des démocrates que des républicains.

Les opposants au plan ont fait valoir que tout soutien à l'industrie automobile nationale devrait se faire en échange d'importantes concessions de la part des constructeurs automobiles et des créanciers. Selon eux, le plan devrait également rejeter des règlements plus sévères en matière d'environnement qui ont été imposés par les démocrates de la Chambre des représentants.

À Toronto, le secteur financier a perdu 3,75 %. L'action de la

Banque Nationale (TSX: NA) a encaissé la plus importante perte, chutant de 3,10 \$, soit 9,4 %, à 29,81 \$, tandis que la Financière Manuvie a rendu 97 cents, pour clôturer à 18,98 \$.

La retraite de ce secteur est survenue à la suite d'une nouvelle indiquant qu'Ottawa pourrait être appelée à fournir une aide d'entre 5 et 10 milliards pour sauver la restructuration du papier commercial adossé à des actifs (PCAA). Le développement du plan est paralysé depuis des mois en raison des bouleversements des marchés.

Le secteur torontois de l'énergie a cédé d'importants gains réalisés en début de journée, alors que le cours du pétrole brut à New York a gagné 4,46 \$US, pour clôturer

à 47,98 \$US le baril, en raison du recul du dollar américain et de l'anticipation d'une baisse significative de la production des pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), attendue la semaine prochaine.

Le secteur de l'énergie a reculé de 2 % après que les pétroliers Pétro-Canada (TSX: PCA) et EnCana (TSX: ECA) eurent annoncé qu'elles réduiraient leurs dépenses en capital en 2009.

Le secteur aurifère du parquet torontois a également perdu 3,25 %, en dépit d'une bonne journée pour le lingot qui a gagné 17,80 \$US et terminé la journée à 826,60 \$US l'once.

Iamgold (TSX: IMG) a perdu 22 cents, à 5,88 \$, après avoir annoncé une offre d'achat amicale sur Orezone Resources (TSX: OZN), pour 139 millions US en actions. Le titre d'Orezone a gagné, dans la foulée, 34,5 cents, ou 197 %, pour clôturer à 52 cents.

514.987.VENDU (8363) • petitesannonces@lapresse.ca

LES PETITES ANNONCES

CVENDU
C'EST GRATUIT!

HEURES DE TOMBÉE
MARDI AU SAMEDI
17h, LA VEILLE DE LA PARUTION

DIMANCHE ET LUNDI
17h, LE VENDREDI PRÉCÉDENT

ANNONCES ENCADRÉES
48h, AVANT LA PARUTION

ABONNEMENTS
514-285-6911
1 800 361-7453

COMMENT NOUS JOINDRE

HEURES D'OUVERTURE :
Lundi au vendredi, de 8 h à 17 h

PAR TÉLÉPHONE 514-987-8363

SANS FRAIS 1 866 987-8363

PAR TÉLÉC. 514-848-6287

ADRESSE POSTALE
Les Petites annonces,
7 rue Saint-Jacques,
Montréal (Québec) H2Y 1K9

AU COMPTOIR
lundi au vendredi, de 8 h à 17 h

petitesannonces@lapresse.ca

À VENDRE
À LOUER

IMMOBILIER

À VENDRE

Visites libres.....	100
Île de Montréal.....	101
Centre-ville.....	102
Vieux-Montréal.....	103
Maisons de prestige.....	104
Laval Rive-Nord.....	105
Rive-Sud.....	106
Banlieue Ouest.....	107
Banlieue Est.....	108
Laurentides, Lanaudière.....	109
Estrie.....	110
Extérieur de Montréal.....	111
Bord de l'eau.....	112
Extérieur du Québec.....	113
Temps partagé, échange.....	114
Condos, copropriétés.....	115
Maisons de campagne, domaines.....	116
Chalets.....	117
Maisons mobiles.....	118
Propriétés à échanger.....	119
Propriétés demandées.....	120
Fermes, terres.....	121
Hôtels résidentiels.....	122
Hypothèques.....	123
prêts résidentiels.....	123
Divers.....	129

À LOUER

Île de Montréal.....	131
Centre-ville.....	132
Vieux-Montréal.....	133
Logements à échanger.....	134
Laval, Rive-Nord.....	135
Rive-Sud.....	136
Banlieue Ouest.....	137
Banlieue Est.....	138

MARCHANDISES & SERVICES

Audiovisuel.....	203
Instruments de musique.....	205
Meubles, électroménagers.....	206
Équipements, articles maison.....	207
Chauffage, climatisation.....	209
Vêtements, fourrure.....	210
Collections.....	211
Antiquités.....	212
œuvres d'art, bijoux.....	212
Livres.....	214
Informatique.....	217
Animaux.....	220
Perdu.....	221
Trouvé.....	222
Piscines.....	224
Bureau, téléphonie.....	228
Imprimerie.....	229
Machinerie, outils.....	231
Équipements commerciaux.....	232
Construction, rénovation, décoration.....	233

100

Laurentides, Lanaudière.....	139
Estrie.....	140
Extérieur de Montréal.....	141
Extérieur du Québec.....	143
Condos, copropriétés.....	145
Maisons de campagne.....	146
Chalets.....	147
Chambres, pensions.....	148
Propriétés.....	149
Résidences pour aînés.....	150
Garages.....	152
On demande à louer.....	153
On demande à partager.....	154
Sous-location.....	155
Appartements meublés.....	156

COMMERCIAL • INDUSTRIEL

ACHAT • VENTE • ÉCHANGE

Propriétés à revenus.....	160
Propriétés comm. / industrielles.....	162
Fermes, terres.....	168
Résidences pour aînés.....	169
Commerces.....	170
Copropriétés, espaces comm. / industriels.....	171
Terrains comm. / industriels.....	172
Espaces comm. / industriels à louer.....	173
Commerces à louer.....	174
Entrepôts à louer.....	175
Bureaux à louer.....	176
Magasins à louer.....	177
Divers à louer.....	178
Notices.....	179

113

EXTERIEUR DU QUEBEC

115

CONDOMINIUMS COPROPRIÉTÉS

123

HYPOTHEQUES PRETS RESIDENTIELS

MULTI PRÊT, taux 6 à 13% La banque dit non, on dit oui! Réponse en 1 h. 514-746-prêt (7738)	
---	--

131

ÎLE DE MONTRÉAL

133

HYPOTHEQUES PRETS RESIDENTIELS

135

LAVAL RIVE-NORD

137

BANLIEUE OUEST

140

ESTRIE

143

EXTERIEUR DU QUEBEC

145

CONDOMINIUMS COPROPRIÉTÉS

147

CHALET

150

LAVAL RIVE-NORD

152

LAVAL RIVE-NORD

154

LAVAL RIVE-NORD

156

LAVAL RIVE-NORD

À VENDRE
À LOUER

IMMOBILIER

100 VISITES LIBRES

101 ÎLE DE MONTRÉAL

105 LAVAL RIVE-NORD

106 RIVE-SUD

109 LAURENTIDES LANAUDIÈRE

113 EXTERIEUR DU QUEBEC

115 CONDOMINIUMS COPROPRIÉTÉS

123 HYPOTHEQUES PRETS RESIDENTIELS

131 ÎLE DE MONTRÉAL

133 HYPOTHEQUES PRETS RESIDENTIELS

135 LAVAL RIVE-NORD

137 BANLIEUE OUEST

140 ESTRIE

143 EXTERIEUR DU QUEBEC

145 CONDOMINIUMS COPROPRIÉTÉS

147 CHALET

150 LAVAL RIVE-NORD

152 LAVAL RIVE-NORD

154 LAVAL RIVE-NORD

156 LAVAL RIVE-NORD

100 MARCHANDISES & SERVICES

145 CONDOMINIUMS COPROPRIÉTÉS

146 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

147 CHALET

211 COLLECTIONS

212 ANTIQUITES OEUVRES D'ART BIJOUX

214 LIVRES

220 ANIMAUX

238 VENTE DE GARAGE DE CHARITÉ

240 MARCHÉ AUX PUCES

259 GARDERIES GARDIENNAGE

270 MASSOTHÉRAPIE SOINS, PRODUITS NATURELS

270 MASSOTHÉRAPIE SOINS, PRODUITS NATURELS

270 MASSOTHÉRAPIE SOINS, PRODUITS NATURELS

270 MASSOTHÉRAPIE SOINS, PRODUITS NATURELS

270 MASSOTHÉRAPIE SOINS, PRODUITS NATURELS

270 MASSOTHÉRAPIE SOINS, PRODUITS NATURELS

270 MASSOTHÉRAPIE SOINS, PRODUITS NATURELS

270 MASSOTHÉRAPIE SOINS, PRODUITS NATURELS

270 MASSOTHÉRAPIE SOINS, PRODUITS NATURELS

270 MASSOTHÉRAPIE SOINS, PRODUITS NATURELS

270 MASSOTHÉRAPIE SOINS, PRODUITS NATURELS

270 MASSOTHÉRAPIE SOINS, PRODUITS NATURELS

270 MASSOTHÉRAPIE SOINS, PRODUITS NATURELS

270 MASSOTHÉRAPIE SOINS, PRODUITS NATURELS

270 MASSOTHÉRAPIE SOINS, PRODUITS NATURELS

270 MASSOTHÉRAPIE SOINS, PRODUITS NATURELS

270 MASSOTHÉRAPIE SOINS, PRODUITS NATURELS

270 MASSOTHÉRAPIE SOINS, PRODUITS NATURELS

270 MASSOTHÉRAPIE SOINS, PRODUITS NATURELS

OFFRES D'EMPLOI

306 SANTÉ SERVICES COMMUNAUTAIRES

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

310 BUREAUX

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

DÉCÈS, PRIÈRES, REMERCIEMENTS

INDEX DES DÉCÈS

CHARLAND (Lessard), Andrée

Ste-Marthe

CHATELOIS, Lina

Montréal

COTE, André FCA

Laval

GAGNON (Beaulieu), Laura-Berthe

Montréal

KIRKMAN, W. Roy

Cowansville

LAMARCHE, Marcel

LOISELLE-FRÉCHETTE, Aimée

Laval

MAILHOT (Ricard), Angeline

L'Assomption

MORIN, Jacques

MOUSSEAU, Jacques

PENSA, Ghislain

POIRIER, Jacques

VOURANTONIS, Olivier

necrologie.cyberpresse.ca



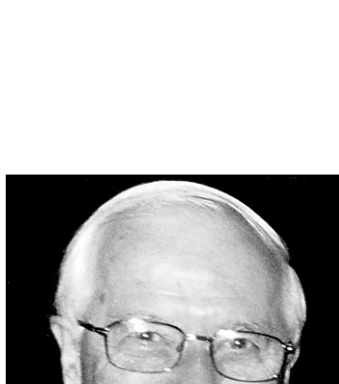


Décès



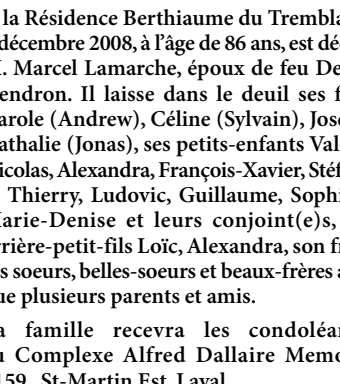
CHARLAND, Andrée (née Lessard)
1927 - 2008

À Ste-Marthe, le 6 décembre 2008, à l'âge de 81 ans, est décédée Mme Andrée Lessard, épouse de feu Raymond Charland. Elle laisse dans le deuil ses enfants Robert (Danielle), Gaétan (Line), Ronald (Colombe), Michel (Annie), Réjean (Ninon) et Carmen (Robert), ses petits-enfants et ses arrière-petits-enfants, ses frères Gilles (Jeannine) et Roger (Nicole), ainsi que plusieurs neveux, nièces, parents et amis. La famille recevra vos condoléances au:
Salon funéraire Guay inc.
Réseau Dignité
1004, chemin Oka Deux-Montagnes
le dimanche 14 décembre de 14 à 18 heures et de 19 à 21 heures, le lundi 15 décembre de 9 heures, suivi à 11 heures des funérailles en l'église St-Agapit.
Des dons à la Société canadienne du cancer seraient appréciés.



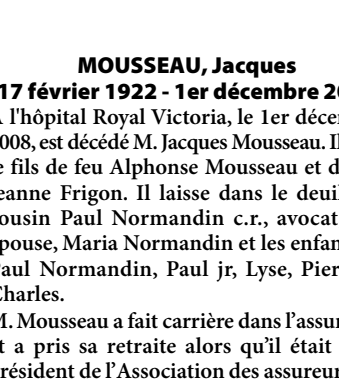
CHATELOIS, Lina
1949 - 2008

À Montréal, le 5 décembre 2008, est décédée, à l'âge de 58 ans, Lina Chate Lois, épouse de feu Daniel Lamarre. Elle laisse dans le deuil ses soeurs Carole et Viviane (Andrew), sa nièce Annie (Simon), ses neveux Louis (Kathay), Nicolas et Jonathan (Kate) et sa petite-nièce Charlotte, ainsi que plusieurs autres parents et amis. La famille recevra les condoléances au complexe funéraire Urgel Bourgie St-François d'Assise, 6700, Beaubien Est, Montréal



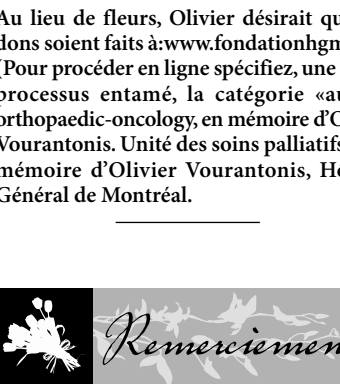
KIRKMAN, W. Roy
1926 - 2008

Après une longue maladie, paisiblement à l'Hôpital Brome Missisquoi Perkins de Cowansville, le mercredi 10 décembre 2008, à l'âge de 82 ans, est décédé monsieur W. Roy Kirkman, époux de madame Renée Beaudoin. Outre son épouse, il laisse dans le deuil ses deux filles : Roxanne (Justin Wintour) et Valerie (Hervé Gagnon), son beau-fils Beaudoin, ses six petits-enfants, ses neveux et nièces, ainsi que plusieurs autres parents et amis(e)s. Les funérailles auront lieu le samedi 13 décembre 2008 à midi en l'église St-André, 89A, rue Principale Nord, Sutton, Québec. La famille recevra vos témoignages de sympathie à l'église à compter de 11 h. En guise de symphie, des dons pour la Fondation B.M.P. (950, Principale, Cowansville, Québec, J2K 1K3) ou à la Fondation québécoise du cancer (3001, 12e Avenue Nord, Fleurimont, Québec, J1H 5N4) seraient appréciés. (Formulaires disponibles à l'église). Les arrangements ont été confiés à la Maison funéraire Désourdy Wilson



LAMARCHE, Marcel
1922 - 2008

À la Résidence Berthiaume du Tremblay, le 7 décembre 2008, à l'âge de 86 ans, est décédé M. Marcel Lamarche, époux de feu Denise Gendron. Il laisse dans le deuil ses filles Carole (Andrew), Céline (Sylvain), Josée et Nathalie (Jonas), ses petits-enfants Valérie, Nicolas, Alexandra, François-Xavier, Stéfanie et Thierry, Ludovic, Guillaume, Sophie et Marie-Denise et leurs conjoint(e)s, son arrière-petit-fils Loïc, Alexandra, son frère, ses soeurs, belles-soeurs et beaux-frères ainsi que plusieurs parents et amis. La famille recevra les condoléances au Complexe Alfred Dallaire Memoria, 2159, St-Martin Est, Laval



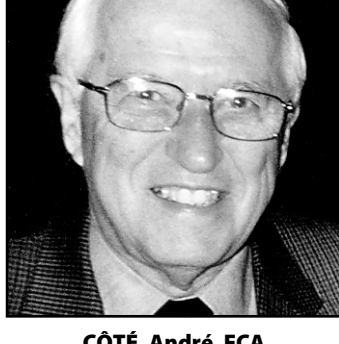
LOISELLE-FRÉCHETTE, Aimée
1917 - 2008

À la villa les Tilleuls de Laval, le 10 décembre 2008, à l'aube de ses 91 ans, est décédée Mme Aimée Loisel, épouse de feu Roch Fréchette, demeurant autrefois à Joliette. Mme Loisel laisse dans le deuil ses enfants: Jacques (Jocelyne Laporte) et Gisèle, ses petits-enfants: Nadia, Pascale, Yan Emmanuel et Satia, son arrière-petit-fils, son frère et sa soeur, ses beaux-frères, belles-soeurs, neveux et nièces, nombreux autres parents et amis. Mme Loisel sera exposée le samedi 13 décembre de 10 h à 13 h 30 et une liturgie de la Parole aura lieu ce même jour à 14 h, à la chapelle de la :



CÔTÉ, André, FCA
1925 - 2008

À Laval, le 9 décembre 2008, à l'âge de 83 ans, est décédé monsieur André Côté, époux de madame Madeleine Joly. Outre son épouse, il laisse dans le deuil ses enfants : André J. (Louise Guerrette), Sylvie, Christine (Marcel Pellerin) et Marie-Isabelle (Jean Roy), ses petits-enfants, Catherine, Zoé, Émilie et Jérémie, son frère Marcel (Gaétane), sa soeur Suzanne, parents et amis. La famille recevra les condoléances au complexe funéraire Urgel Bourgie au 3517, boul. Lévesque Ouest, Chomedey, Laval



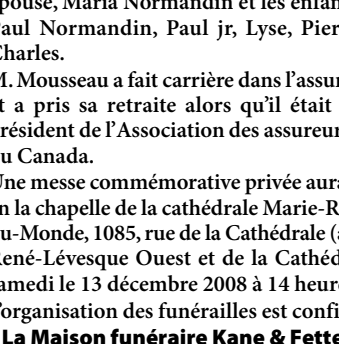
MAILHOT (Ricard), Angeline
1924 - 2008

À L'Assomption, le 9 décembre 2008, à l'âge de 84 ans, est décédée dame Angeline Ricard, épouse de feu Germain Mailhot. Elle laisse dans le deuil ses enfants Serge (Jacinthe Melançon), Gervais (Nancy Morissette), France, Daniel (Lucie Boulos) et Lucie (Carle Caron), ses petits-enfants Guillaume-Alexandre (Caroline), Julie-Isabelle, Benjamin (Mireille), Dominique, Lysiane, Marc-André, Jonathan, Louis et Mila, son arrière-petite-fille Béatrice, ses frères et soeurs, beaux-frères et belles-soeurs, neveux et nièces, ainsi que de nombreux autres parents et amis. Exposée au:



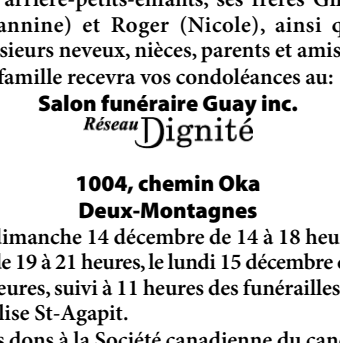
MORIN, Jacques

C'est avec regret que nous vous annonçons le décès de Jacques Morin. Il laisse dans le deuil parents et amis.



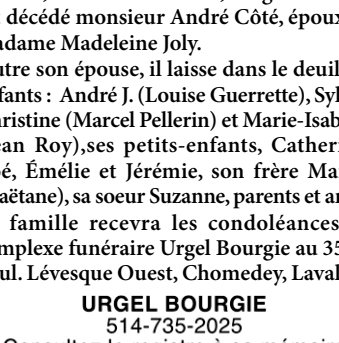
MOUSSEAU, Jacques
17 février 1922 - 1er décembre 2008

À l'hôpital Royal Victoria, le 1er décembre 2008, est décédé M. Jacques Mousseau. Il était le fils de feu Alphonse Mousseau et de feu Jeanne Frigon. Il laisse dans le deuil son cousin Paul Normandin c.r., avocat, son épouse, Maria Normandin et les enfants de Paul Normandin, Paul jr, Lyse, Pierre et Charles. M. Mousseau a fait carrière dans l'assurance et a pris sa retraite alors qu'il était vice-président de l'Association des assureurs-vie du Canada. Une messe commémorative privée aura lieu en la chapelle de la cathédrale Marie-Reine-du-Monde, 1085, rue de la Cathédrale (angle René-Lévesque Ouest et de la Cathédrale) samedi le 13 décembre 2008 à 14 heures. L'organisation des funérailles est confiée à La Maison funéraire Kane & Fetterly



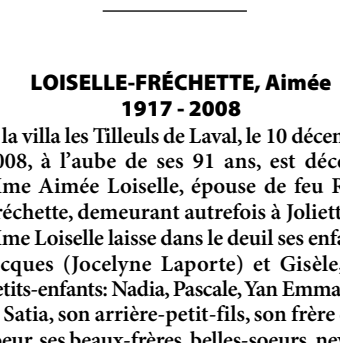
PENSA, Ghislain
1948 - 2008

Soudainement, en ce mardi 9 décembre 2008, il nous a quittés à l'âge de 59 ans. Il manquera à jamais à sa femme Barbara, à ses enfants Martin (Daphné), Nicolas, à ses soeurs Béatrix et Laure, à sa très chère belle-mère Colette, sa belle-soeur Danièle, son beau-frère Patrick, ses cousins (es), oncles et tantes ainsi qu'à ses amis. Nous conserverons le souvenir d'un être humble, plein d'humour et à l'esprit vif. La famille recevra les condoléances ce vendredi 12 décembre à 13 h au
Complexe funéraire Mont-Royal
1297, chemin de la Forêt, Outremont
514-279-6540
Le service aura lieu à 14 h.



POIRIER, Jacques

C'est avec regret que nous vous annonçons le décès de Jacques Poirier. Il laisse dans le deuil parents et amis.



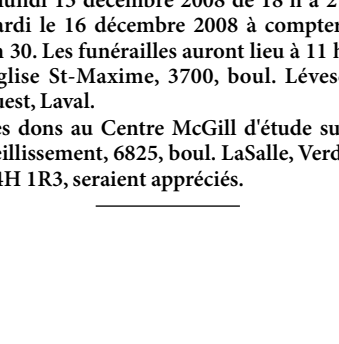
VOURANTONIS, Olivier
1979 - 2008

C'est avec regret que nous annonçons le décès d'Olivier Vourantonis, suite à une lutte remarquable contre le cancer, le 8 décembre 2008. Il sera manqué par tous ceux qui ont eu la chance de le rencontrer et le connaître surtout ses parents Lise Pinet (Graeme Robertson) et Terry Vourantonis et sa soeur Zoé Vourantonis. Remerciements particuliers aux soins palliatifs, oncologie et ortho-oncologie de l'HGM pour leur dévouement et leur généreux support. La famille recevra les condoléances au Complexe Funéraire Urgel Bourgie, 1255, Beaumont, V.M.R.



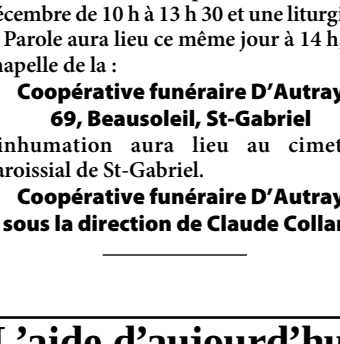
LOISELLE-FRÉCHETTE, Aimée
1917 - 2008

À la villa les Tilleuls de Laval, le 10 décembre 2008, à l'aube de ses 91 ans, est décédée Mme Aimée Loisel, épouse de feu Roch Fréchette, demeurant autrefois à Joliette. Mme Loisel laisse dans le deuil ses enfants: Jacques (Jocelyne Laporte) et Gisèle, ses petits-enfants: Nadia, Pascale, Yan Emmanuel et Satia, son arrière-petit-fils, son frère et sa soeur, ses beaux-frères, belles-soeurs, neveux et nièces, nombreux autres parents et amis. Mme Loisel sera exposée le samedi 13 décembre de 10 h à 13 h 30 et une liturgie de la Parole aura lieu ce même jour à 14 h, à la chapelle de la :



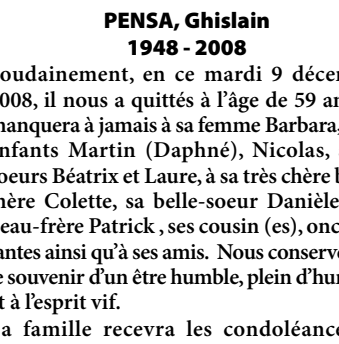
MAILHOT (Ricard), Angeline
1924 - 2008

À L'Assomption, le 9 décembre 2008, à l'âge de 84 ans, est décédée dame Angeline Ricard, épouse de feu Germain Mailhot. Elle laisse dans le deuil ses enfants Serge (Jacinthe Melançon), Gervais (Nancy Morissette), France, Daniel (Lucie Boulos) et Lucie (Carle Caron), ses petits-enfants Guillaume-Alexandre (Caroline), Julie-Isabelle, Benjamin (Mireille), Dominique, Lysiane, Marc-André, Jonathan, Louis et Mila, son arrière-petite-fille Béatrice, ses frères et soeurs, beaux-frères et belles-soeurs, neveux et nièces, ainsi que de nombreux autres parents et amis. Exposée au:



MORIN, Jacques

C'est avec regret que nous vous annonçons le décès de Jacques Morin. Il laisse dans le deuil parents et amis.



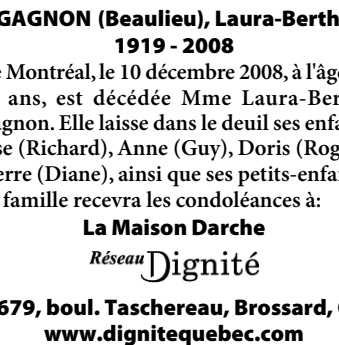
MOUSSEAU, Jacques
17 février 1922 - 1er décembre 2008

À l'hôpital Royal Victoria, le 1er décembre 2008, est décédé M. Jacques Mousseau. Il était le fils de feu Alphonse Mousseau et de feu Jeanne Frigon. Il laisse dans le deuil son cousin Paul Normandin c.r., avocat, son épouse, Maria Normandin et les enfants de Paul Normandin, Paul jr, Lyse, Pierre et Charles. M. Mousseau a fait carrière dans l'assurance et a pris sa retraite alors qu'il était vice-président de l'Association des assureurs-vie du Canada. Une messe commémorative privée aura lieu en la chapelle de la cathédrale Marie-Reine-du-Monde, 1085, rue de la Cathédrale (angle René-Lévesque Ouest et de la Cathédrale) samedi le 13 décembre 2008 à 14 heures. L'organisation des funérailles est confiée à La Maison funéraire Kane & Fetterly



PENSA, Ghislain
1948 - 2008

Soudainement, en ce mardi 9 décembre 2008, il nous a quittés à l'âge de 59 ans. Il manquera à jamais à sa femme Barbara, à ses enfants Martin (Daphné), Nicolas, à ses soeurs Béatrix et Laure, à sa très chère belle-mère Colette, sa belle-soeur Danièle, son beau-frère Patrick, ses cousins (es), oncles et tantes ainsi qu'à ses amis. Nous conserverons le souvenir d'un être humble, plein d'humour et à l'esprit vif. La famille recevra les condoléances ce vendredi 12 décembre à 13 h au
Complexe funéraire Mont-Royal
1297, chemin de la Forêt, Outremont
514-279-6540
Le service aura lieu à 14 h.



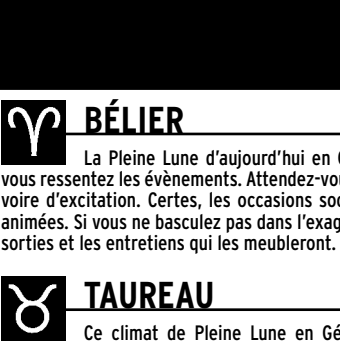
POIRIER, Jacques

C'est avec regret que nous vous annonçons le décès de Jacques Poirier. Il laisse dans le deuil parents et amis.



VOURANTONIS, Olivier
1979 - 2008

C'est avec regret que nous annonçons le décès d'Olivier Vourantonis, suite à une lutte remarquable contre le cancer, le 8 décembre 2008. Il sera manqué par tous ceux qui ont eu la chance de le rencontrer et le connaître surtout ses parents Lise Pinet (Graeme Robertson) et Terry Vourantonis et sa soeur Zoé Vourantonis. Remerciements particuliers aux soins palliatifs, oncologie et ortho-oncologie de l'HGM pour leur dévouement et leur généreux support. La famille recevra les condoléances au Complexe Funéraire Urgel Bourgie, 1255, Beaumont, V.M.R.



LOISELLE-FRÉCHETTE, Aimée
1917 - 2008

À la villa les Tilleuls de Laval, le 10 décembre 2008, à l'aube de ses 91 ans, est décédée Mme Aimée Loisel, épouse de feu Roch Fréchette, demeurant autrefois à Joliette. Mme Loisel laisse dans le deuil ses enfants: Jacques (Jocelyne Laporte) et Gisèle, ses petits-enfants: Nadia, Pascale, Yan Emmanuel et Satia, son arrière-petit-fils, son frère et sa soeur, ses beaux-frères, belles-soeurs, neveux et nièces, nombreux autres parents et amis. Mme Loisel sera exposée le samedi 13 décembre de 10 h à 13 h 30 et une liturgie de la Parole aura lieu ce même jour à 14 h, à la chapelle de la :



MAILHOT (Ricard), Angeline
1924 - 2008

À L'Assomption, le 9 décembre 2008, à l'âge de 84 ans, est décédée dame Angeline Ricard, épouse de feu Germain Mailhot. Elle laisse dans le deuil ses enfants Serge (Jacinthe Melançon), Gervais (Nancy Morissette), France, Daniel (Lucie Boulos) et Lucie (Carle Caron), ses petits-enfants Guillaume-Alexandre (Caroline), Julie-Isabelle, Benjamin (Mireille), Dominique, Lysiane, Marc-André, Jonathan, Louis et Mila, son arrière-petite-fille Béatrice, ses frères et soeurs, beaux-frères et belles-soeurs, neveux et nièces, ainsi que de nombreux autres parents et amis. Exposée au:



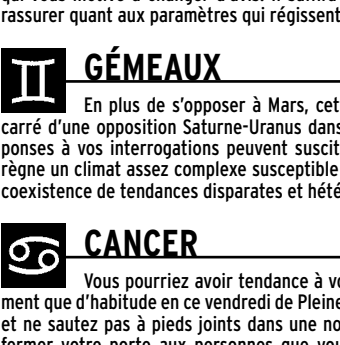
MORIN, Jacques

C'est avec regret que nous vous annonçons le décès de Jacques Morin. Il laisse dans le deuil parents et amis.



MOUSSEAU, Jacques
17 février 1922 - 1er décembre 2008

À l'hôpital Royal Victoria, le 1er décembre 2008, est décédé M. Jacques Mousseau. Il était le fils de feu Alphonse Mousseau et de feu Jeanne Frigon. Il laisse dans le deuil son cousin Paul Normandin c.r., avocat, son épouse, Maria Normandin et les enfants de Paul Normandin, Paul jr, Lyse, Pierre et Charles. M. Mousseau a fait carrière dans l'assurance et a pris sa retraite alors qu'il était vice-président de l'Association des assureurs-vie du Canada. Une messe commémorative privée aura lieu en la chapelle de la cathédrale Marie-Reine-du-Monde, 1085, rue de la Cathédrale (angle René-Lévesque Ouest et de la Cathédrale) samedi le 13 décembre 2008 à 14 heures. L'organisation des funérailles est confiée à La Maison funéraire Kane & Fetterly



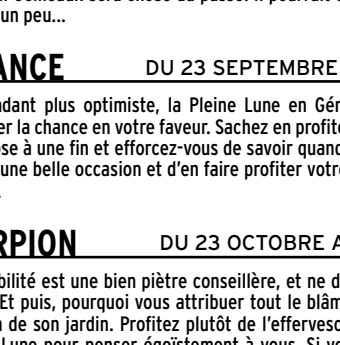
PENSA, Ghislain
1948 - 2008

Soudainement, en ce mardi 9 décembre 2008, il nous a quittés à l'âge de 59 ans. Il manquera à jamais à sa femme Barbara, à ses enfants Martin (Daphné), Nicolas, à ses soeurs Béatrix et Laure, à sa très chère belle-mère Colette, sa belle-soeur Danièle, son beau-frère Patrick, ses cousins (es), oncles et tantes ainsi qu'à ses amis. Nous conserverons le souvenir d'un être humble, plein d'humour et à l'esprit vif. La famille recevra les condoléances ce vendredi 12 décembre à 13 h au
Complexe funéraire Mont-Royal
1297, chemin de la Forêt, Outremont
514-279-6540
Le service aura lieu à 14 h.



POIRIER, Jacques

C'est avec regret que nous vous annonçons le décès de Jacques Poirier. Il laisse dans le deuil parents et amis.



VOURANTONIS, Olivier
1979 - 2008

C'est avec regret que nous annonçons le décès d'Olivier Vourantonis, suite à une lutte remarquable contre le cancer, le 8 décembre 2008. Il sera manqué par tous ceux qui ont eu la chance de le rencontrer et le connaître surtout ses parents Lise Pinet (Graeme Robertson) et Terry Vourantonis et sa soeur Zoé Vourantonis. Remerciements particuliers aux soins palliatifs, oncologie et ortho-oncologie de l'HGM pour leur dévouement et leur généreux support. La famille recevra les condoléances au Complexe Funéraire Urgel Bourgie, 1255, Beaumont, V.M.R.

astrologue@astro-communications.com

HOR12DE